



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



REVUE DE PRESSE

IMAGINER DEMAIN – AGIR MAINTENANT
Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques,
des agriculteurs épanouis



Retrouver la revue de presse sur :

<https://bourgognefranche-comte.chambres-agriculture.fr/bourgogne-franche-comte/imaginer-demain-agir-maintenant/imaginer-demain-agir-maintenant>

JOURNEE DE LANCEMENT - 28/11/2022

- Terres de Bourgogne : 25/11/2022

// EVÈNEMENT

L'avenir agricole de la Bourgogne-Franche-Comté c'est maintenant !

Un travail de réflexion sur le visage que pourrait avoir l'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté va être lancé, le 28 novembre au Conseil régional, à Dijon. Plusieurs étapes sont prévues autour d'une volonté claire : rester concret.

Tenter d'imaginer le futur est toujours un exercice périlleux, tant il peut laisser penser qu'on ne sera ni sur des visions réalistes et pertinentes, ni sur des pistes donnant lieu à des applications concrètes. C'est consciente de ces écueils à éviter que la Chambre d'agriculture régionale de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) a décidé de lancer un travail de fond, en collaboration avec l'Institut Agro Dijon et Inrae, qui a vocation à devenir un outil utile, et pas un rapport obscur qui finira dans une armoire. Deux raisons à cela : ce travail, il résulte d'une sollicitation du Conseil régional qui a besoin d'une vision claire sur l'avenir, alors que la collectivité a placé l'agriculture parmi les secteurs prioritaires du développement régional, aux côtés de l'industrie automobile. La seconde raison, c'est la volonté de faire reposer cette réflexion sur des attentes exprimées par les agriculteurs qui seront sollicités par le biais d'un questionnaire envoyé dès le début de 2023.

Une démarche concentrée

« Imaginer demain - Agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis »,

comme est intitulée cette démarche, se veut volontairement « ramassée » dans le temps, afin de ne pas se diluer et de ne pas laisser retomber un élan. L'objectif général est de définir la stratégie agricole de la Chambre régionale d'agriculture et de décliner un plan d'actions opérationnel pour la période 2023-2027 concernant les secteurs agricole, forestier et agroalimentaire. La première étape sera le lancement de l'initiative, lundi 28 novembre, en salle des séances du Conseil régional de BFC, à Dijon. De 8 h 30 à 13 heures, cette demi-journée, dont l'animation sera confiée à Philippe Lefebvre, journaliste à France Inter, permettra d'entendre plusieurs interventions. Marie-Guite Duflay, la présidente des secteurs agricoles, et Christian Decerle, président de la Chambre régionale d'agriculture, interviendront sur le thème « Gouverner c'est prévoir, et ne rien prévoir, c'est courir à sa perte ». Plusieurs agriculteurs (du Doubs, du Jura, de Saône-et-Loire et de l'Yonne) confieront leurs inquiétudes et leurs espoirs dans des vidéos qui seront diffusées avant l'interview d'un premier grand témoin pour cet événement : l'ancien Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, de 2010 à 2014, le Roumain Dacian Cioloș. Il est

aussi un des parrains du projet. La matinée se poursuivra avec une description de la philosophie du projet, de l'équipe qui va le mener, du calendrier selon lequel il va s'étaler, avec Anne Brommer, directrice de la Chambre d'agriculture de BFC et Cécile Detang-Dessendre, directrice scientifique adjointe à l'agriculture d'Inrae et l'un des deux experts mobilisés sur le projet, avec le professeur de sociologie de l'Institut Agro Dijon, Claude Compagnone.

Intervention de Julien Denormandie

On pourra, dans le prolongement de cette présentation, entendre l'intervention, par vidéo, du second parrain du projet, l'ancien ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (2020-2022), Julien Denormandie. Il faut noter que le projet est aussi parrainé par Anne-Lucie Wack, directrice générale de l'Institut Agro et Christian Haygue, directeur scientifique agriculture à Inrae France. En fin de matinée, deux tables rondes éclaireront sur les grands enjeux poursuivis par le projet : leurs thématiques respectives, formulées sous forme de question, seront « Des territoires dynamiques ? » et « Des agriculteurs épa-

noués ? ». Y participeront Jean-Philippe Barot, président de Fibois BFC, Lionel Borey, président de la Fédération des coopératives de BFC, Jean-Luc Desbrosses, président de la Safer BFC, Dominique Bossong, président de la MSA Bourgogne, Maxime Chambelland, étudiant en CFPPA, Justine Grangeot, présidente des JA de Haute-Saône, Jacques Ducerf, président de la Fédération nationale du bois, Pierre Guez, président de Vitagora et de l'Ania en BFC, Thiébaull Huber, président de la CAVB, Fabienne Martin, directrice de l'EPL de Besançon, et Jean-Yves Remillet, président du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne. Franck Robine, le nouveau préfet de Côte-d'Or et de région BFC clôturera cette matinée.

Berty Robert



La Région BFC place l'agriculture et l'agroalimentaire en tête de ses priorités économiques, avec l'industrie automobile. C'est l'un des points de départ du travail lancé ce 28 novembre à Dijon.



- Terres de Chez Nous : 25/11/2022

30/11/2022 08:27

La Terre de Chez Nous - Franche-Comté Belfort: L'avenir agricole de BFC, c'est maintenant !

La Terre de Chez Nous - Franche-Comté Belfort: L'avenir agricole de BFC, c'est maintenant !



La Région BFC place l'agriculture et l'agroalimentaire en tête de ses priorités économiques, avec l'industrie automobile. C'est l'un des points de départ du travail lancé ce 28 novembre à Dijon.

L'avenir agricole de BFC, c'est maintenant !

Publié le: 25 novembre 2022

Un travail de réflexion sur le visage que pourrait avoir l'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté va être lancé, le 28 novembre au Conseil régional, à Dijon. Plusieurs étapes sont prévues autour d'une volonté claire : rester concret.

Tenter d'imaginer le futur est toujours un exercice périlleux, tant il peut laisser penser qu'on ne sera ni sur des visions réalistes et pertinentes, ni sur des pistes donnant lieu à des applications concrètes. C'est consciente de ces écueils à éviter que la Chambre d'agriculture régionale de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) a décidé d'initier un travail de fond, en collaboration avec l'Institut Agro Dijon et Inrae, qui a vocation à devenir un outil utile, et pas un rapport obscur qui finira dans une armoire. Deux raisons à cela : ce travail, il résulte d'une sollicitation du Conseil régional qui a besoin d'une vision claire sur l'avenir, alors que la collectivité a placé l'agriculture parmi les secteurs prioritaires du développement régional, aux côtés de l'industrie automobile. La seconde raison, c'est la volonté de faire reposer cette réflexion sur des attentes exprimées par les agriculteurs qui seront sollicités par le biais d'un questionnaire envoyé dès le début de 2023.

Une démarche concentrée

« Imaginer demain - Agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis », comme est intitulée cette démarche, se veut volontairement « ramassée » dans le temps, afin de ne pas se diluer et de ne pas laisser retomber un élan. L'objectif général est de définir la stratégie agricole de la Chambre régionale d'agriculture et de décliner un plan d'actions opérationnel pour la période 2023-2027 concernant les secteurs agricole, forestier et agroalimentaire. La première étape sera le lancement de l'initiative, lundi 28 novembre, en salle des séances du Conseil régional de BFC, à Dijon. De 8 h 30 à 13 h, cette demi-journée, dont l'animation sera confiée à Philippe Lefebvre, journaliste à France Inter, permettra d'entendre plusieurs interventions. Marie-Guite Duflay, la présidente du Conseil régional, et Christian Decerle, président de la Chambre régionale d'agriculture, interviendront sur le thème « Gouverner

www.terresdecheznous.com/news/printpage.php?id=43834_32avenir_agricole_de_BFC_c_32est_maintenant_1.html

1/2

30/11/2022 08:27

La Terre de Chez Nous - Franche-Comté Belfort: L'avenir agricole de BFC, c'est maintenant !

c'est prévoir, et ne rien prévoir, c'est courir à sa perte ». Plusieurs agriculteurs (du Doubs, du Jura, de Saône-et-Loire et de l'Yonne) confieront leurs inquiétudes et leurs espoirs dans des vidéos qui seront diffusées avant l'interview d'un premier grand témoin pour cet événement : l'ancien Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, de 2010 à 2014, le Roumain Dacian Cioloș. Il est aussi un des parrains du projet. La matinée se poursuivra avec une description de la philosophie du projet, de l'équipe qui va le mener, du calendrier selon lequel il va s'étaler, avec Anne Brommer, directrice de la Chambre d'agriculture de BFC et Cécile Detang-Dessendre, directrice scientifique adjointe à l'agriculture d'Inrae et l'un des deux experts mobilisés sur le projet, avec le professeur de sociologie de l'Institut Agro Dijon, Claude Compagnone...

BR

© The Financial Times Limited - 2010.

www.terresdecheznous.com/news/printpage.php?id=43834_32avenir_agricole_de_BFC_c_32est_maintenant_1.html

2/2

- **France 3 Bourgogne : 28/11/2022 -> Chronique dans le JT du 19/20**



- **Le Journal de Saône-et-Loire : 29/11/2022**

Agriculture

Le monde agricole régional va dessiner son avenir

L'hémicycle de la Région Bourgogne Franche-Comté est comble, ce lundi matin, pour le lancement d'une vaste démarche prospective sur l'agriculture à l'horizon 2040.

Par Le Journal de Saône et Loire - Hier à 10:13 | mis à jour hier à 15:14 - Temps de lecture : 2 min

01 / 02

Agriculture. Le monde agricole régional va dessiner son avenir

De nombreux représentants du monde agricole, viticole et sylvicole régional participent ce lundi à une matinée de lancement d'un projet de réflexions et d'actions pour façonner l'agriculture de demain, confrontée à de nombreux défis dont le changement climatique est le plus saillant.

"Imaginer demain, agir maintenant. Ensemble vers 2040: des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis". Tel est l'intitulé de ce travail qui va durer 6 mois et concernera tous les départements et toutes les productions agricoles.

"Nous devons plus que jamais croire en notre agriculture et en nos forêts, qui disposent d'une précieuse capacité d'adaptation, a déclaré en préambule Marie-Guite Dufay. Elles sont une grande part des solutions car elles remettent la nature au centre et stockent le carbone".

Témoignages d'agriculteurs

Delpine Antoine (polyculture-élevage dans le Doubs), Boris Verne, céréalier dans le Jura, Anne-Marie Barge, éleveuses de bovins allaitants en Saône-et-Loire et Samuel Legrand et Sébastien Chatelet, céréalier dans l'Yonne.

"Nous sommes prêts à dialoguer avec la société civile, les consommateurs, les associations, même celles avec lesquelles nous sommes en désaccord, à condition que cela se fasse dans le respect, a ajouté Christian Decerle. Les valeurs qui fondent l'ADN du monde paysan représentent un réel intérêt pour la dynamique sociétale. Nous nous embarquons dans une très belle aventure pour défendre le monde paysan".

RÉGION

DIJON

Quelle agriculture demain dans un monde toujours plus complexe ?

Lancement, ce lundi à l'hôtel de Région à Dijon, de la stratégie agricole et forestière en Bourgogne-Franche-Comté à l'horizon 2040. Avec des « défis colossaux » à relever.

Complexe, assurément. Et hostile, parfois. Tel est le monde dans lequel les agriculteurs évoluent. L'actualité en témoigne régulièrement. Ici, ce sont les défenseurs du loup qui se heurtent aux éleveurs bovins. Là, des militants qui s'opposent à la création de bassins d'eau, ou d'autres qui se battent contre des installations...

Non sans, parfois, certaines contradictions. « Tout le monde est toujours d'accord pour la mise en place de circuits courts qui approvisionnent les cantines scolaires en poulets élevés à proximité », illustre la présidente de Région Marie-Guite Dufay. « Mais dès qu'il est question d'installer un poulailler, alors là, c'est la levée de boucliers ».

Vents contraires

« Nous sommes sous des vents contraires », image pour sa part Christian Decerle, le président de la Chambre régionale d'agriculture. « On entend qu'il ne faut plus manger de viande, qu'il faut boire avec de plus en plus de modération, qu'on ne peut plus stocker l'eau et que, contre le loup, des siècles de pratiques et de travail ne valent rien... »

Alors il faut : quand la Région l'a contacté pour la mise en œuvre de la stratégie agricole en BFC à l'horizon 2040, il était,

dit-il, « perplexe ». Car « il y a eu tant de rapports et de démarches sans lendemains... » Mais parce qu'il faut « défendre une profession blessée et prendre soin des derniers paysans », dont le nombre ne cesse de baisser, Christian Decerle a finalement accepté la proposition de l'institution régionale.

Colossaux défis

La CRA pilotera donc l'élaboration de ce document, rendu sous six mois, qui dessinera, de la façon la plus concrète possible, l'agriculture de demain. Avec un plan d'actions 2023/2027 et un premier train resserré de mesures « pour lesquelles il sera possible d'influer au niveau régional ».

Premier succès : l'hôtel de Région était plein comme rarement, ce lundi à Dijon, pour le lancement de cette réflexion tous azimuts. Paysans, syndicats, conseillers, banques, assurances, services aux agriculteurs, agroalimentaire, forestiers, enseignants, étudiants, ingénieurs, chercheurs... tout ce qui compose la galaxie agricole était représenté, soit plus de 200 personnes en rangs serrés dans la grande salle des assemblées plénières.

La première matinée d'échanges a donné une idée de l'ampleur de la tâche, tant, comme l'a dit un intervenant, « les défis que l'agriculture doit relever dans les prochaines années sont colossaux ». C'est bien sûr le réchauffement climatique, avec l'élévation inégalement des températures, et l'amenuisement de la ressource en eau. Faisant progresser, com-

L'AGRICULTURE en Bourgogne-Franche-Comté

- 23 600 exploitations agricoles
- 30% de la surface agricole utile est détenue par des agriculteurs de plus de 55 ans
- Taille moyenne 103 hectares
- La surface agricole et la forêt représentent 89% du territoire
- Le nombre d'agriculteurs -20% entre 2010 et 2020
- 91% des français ont une bonne opinion des agriculteurs
- Vivant sous le seuil de pauvreté : 26% des éleveurs de bovins allaitants, 18% des céréaliers
- 2016, 2019, 2020 et 2022 : années de sécheresse. Année 2021 : dégâts liés au gel et aux inondations.
- 14 500 élèves, étudiants et apprentis, sont formés chaque année dans les établissements d'enseignement agricole secondaires et supérieurs

La Bourgogne-Franche-Comté sera une des régions françaises qui sera le plus impactée, dans les prochaines décennies, par le changement climatique



L'hôtel de Région archi-plein pour le lancement de ce projet, où tous les représentants de la galaxie agricole en BFC étaient représentés. Photo ER/Serge LACROIX

me l'a indiqué Céline Buche, la responsable de cette question à la CRA, d'un à trois mois par an les périodes d'assèchement des sols d'ici à la fin du siècle.

« Chérir les sols »

C'est aussi, comme l'a souligné Julien Denormandie, l'ex-ministre de l'Agriculture, l'un des parrains du projet, la question du renouvellement des générations, et son corollaire : la rémunération des paysans, qu'ils soient chefs de leur exploitation ou salariés. C'est encore le défi sociétal permanent vis-à-vis de pratiques qui doivent, de façon de plus en plus marquée, protéger l'environ-

nement des produits phytosanitaires et les animaux de la maltraitance...

C'est enfin l'enjeu de la décarbonation. M. Denormandie rappelle que les surfaces agricoles utiles et les forêts, soit 89 % de la surface du territoire en BFC, sont les capteurs de carbone les plus performants. « C'est pourquoi il faut chérir les sols ». Autant de thématiques qui seront débattues au cours des six prochains mois, dans une démarche que Marie-Guite Dufay veut « opérationnelle et prospective, et la plus ouverte possible à l'extérieur du monde agricole »

Textes Serge LACROIX

QUESTIONS À

Claude Compagnone Professeur de sociologie à l'Institut Agro Dijon « Le dialogue plutôt que le conflit »

Professeur de sociologie et ex-directeur général adjoint de l'école d'ingénieurs agronomes l'Institut Agro Dijon, Claude Compagnone est l'un des deux experts associés à l'élaboration de la stratégie agricole à l'horizon 2040. Il s'exprime sur les relations parfois conflictuelles entre le monde agricole et le reste de la société.

Comment expliquez-vous le fossé qui sépare aujourd'hui les agriculteurs d'une partie de la société ? « Longtemps, l'agriculture a été orientée vers une production de masse, productiviste, qui passait par exemple par l'emploi des pesticides. Ce n'est que vers les années 2000 que d'autres modèles sont apparus, et la transition vers ces modèles est longue. Or aujourd'hui, les exigences sociétales sont fortes, en matière d'environnement no-

tamment, et tout le monde a son idée sur ce que ne doit pas être l'agriculture... Pas seulement les consommateurs, mais aussi les élus, les administrations, les associations non gouvernementales... Ce " mépris " vient de là : de la méconnaissance des contraintes de l'agriculteur. Quelle est la solution ? « Le dialogue ! Au contraire de quoi, nous confierions à avoir des entités qui ne communiqueraient que par le conflit. Et pour instaurer le dialogue, il faut ouvrir des lieux où les échanges sont possibles, et où les points de vue de chacun puissent être entendus. Car il faut accepter le principe d'une écoute réciproque et bien sûr, être prêt au compromis. Quels seraient ces lieux d'échange ? « C'est par exemple une exploitation qui ouvre

ses portes au public pour montrer ses pratiques. Mais ce peut être aussi une association militante qui accepte de recevoir des agriculteurs. Et de les écouter. Peut-on réconcilier les partisans du loup et les paysans ? « Bien sûr. En Italie, ça se passe très bien, car la présence du loup est plus ancienne. En France, nous sommes encore dans la rupture d'un équilibre, qui entraîne des tensions. Mais si chacun y met du sien, un nouvel équilibre va se faire jour. Seulement, il ne faut pas laisser les agriculteurs en première ligne face au loup et ses prédations. Ils doivent être accompagnés, notamment par les pouvoirs publics »



Claude Compagnone. Photo ER/Serge LACROIX

RETROUVEZ NOS PROGRAMMES EN SCANNANT LE QR CODE CI-DESSOUS

4 ACTU CÔTE-D'OR ET RÉGION Mercredi 30 novembre 2022

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Quel horizon pour le monde agricole en 2040 ?

Pas évident de s'imaginer où l'on en sera dans plus de 15 ans. C'est à cet exercice délicat que s'attelle la Chambre régionale d'agriculture (CRA) de Bourgogne-Franche-Comté. En six mois, l'objectif est d'imaginer des leviers pour agir sur l'avenir plutôt que de le subir.



Habités à s'ajuster aux fluctuations imposées par la nature, les agriculteurs n'ont pas fini de s'adapter. L'ambition de l'association de conseil régional à Dijon, la Chambre régionale d'agriculture (CRA) a officiellement lancé un vaste chantier de réflexion prospective pour tracer les contours d'un « avenir désirable ». Six mois pour action l'initiale de l'opération, « imaginer demain, agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis ».

Réfléchir pour façonner l'agriculture et la forêt de demain.

Six mois pour réfléchir aux actions

Après une phase préparatoire et la journée de lancement lundi à Dijon, la démarche « Imaginer demain, agir aujourd'hui » va s'étendre jusqu'à la fin 2023. En décembre et janvier sera organisée une large consultation des agriculteurs, des conseillers des autres régions de la profession agricole, agrobiologistes et forestiers, des opérateurs économiques et de la société civile. Financiers aura lieu une journée de concertation sur la base de la synthèse des consultations : « Quel cap pour l'agriculture en 2040 en Bourgogne-Franche-Comté ? ». Il s'agira d'identifier les principales thématiques à approfondir et à décliner sous la forme d'un plan d'actions. En mars et en mai sera mené le travail sur un plan d'actions prioritaires pour la période 2023-2027, qui s'intégrera dans une feuille de route régionale. Enfin, une journée de restitution sera organisée en juin 2023. D'un coût total de 190 000 €, ces travaux sont subventionnés à hauteur de 100 000 € par la Région Bourgogne-Franche-Comté.

« Les agriculteurs sont les soldats du climat », a dit l'ancien ministre de l'Agriculture Julien Denormandie. Photo d'illustration JSJ/D. V.

telle est la feuille de route tracée en présence de Marie-Guilte Dufay. « Nous devons, plus que jamais croire en notre agriculture et en nos forêts, qui disposent d'une précieuse capacité d'adaptation », a déclaré en préambule la présidente de la Région. Elles sont une grande part des solutions car elles remettent la nature au centre et stockent le carbone. »

Intervenu via une vidéo enregistrée au préalable, l'ancien ministre de l'Agriculture Julien Denormandie est allé dans le même sens : « Les agriculteurs sont les soldats du climat. L'agriculture, qui émet du carbone et du méthane, est une part du problème du changement climatique, mais est surtout une grande part de la solution. »

La présidente Dufay a insisté sur un point : « Atteindre il ne pas se contenter d'un travail en vase clos, des agriculteurs qui parlent aux agriculteurs. Il faut une ouverture la plus large possible vers la société, avec toutes ses contradictions. »

Marie-Guilte Dufay, présidente de la Région

« Il faut une ouverture la plus large possible vers la société, avec toutes ses contradictions. »

« Nous sommes prêts à dialoguer avec la société civile, les consommateurs, les associations, même celles avec lesquelles nous sommes en désaccord. »

Prêts au dialogue avec tout le monde

« Nous sommes prêts à dialoguer avec la société civile, les consommateurs, les associations, même celles avec lesquelles nous sommes en désaccord. »

« Encore faudra-t-il réussir à nouer le contact avec des interlocuteurs motivés. Plusieurs associations environnementales avaient été invitées lundi, mais aucune n'a finalement émergé sur la feuille de présence. »

Damien VALETTE (Le Journal de Saône-et-Loire)

De gigantesques défis à relever pour le secteur

« Le monde paysan n'a jamais manqué de courage », a rappelé Christian Decerle, le président de la Chambre régionale d'agriculture (CRA). Et du courage, il en faudra pour affronter les défis qui s'annoncent devant les agriculteurs. Celui du bouleversement climatique tout d'abord : « La raréfaction de l'eau, des températures jamais vues jusqu'à présent, tout ceci est extrêmement préoccupant », s'est inquiété le Saône-et-Loirien. Un propos confirmé par le nouveau préfet de région Franck Robine : « Cet été 2022, pour la première fois, le niveau de crise sécheresse a été activé dans tous les départements de Bourgogne-Franche-Comté. »



Un champ de maïs desséché en Saône-et-Loire cet été. Photo JSJ/Ketty BEYONDAS

Climat : des projections guère réjouissantes

Et les projections ne sont guère réjouissantes : à la fin du XXI^e siècle en Bourgogne-Franche-Comté, on pourrait avoir des températures moyennes supérieures de 3,5 °C une année sur deux, des journées très chaudes dès le début avril, un assèchement des sols en toutes saisons, des précipitations rares en été, des périodes de gel limitées à cinq jours certaines années... Des conditions climatiques qui auront forcément des impacts sur le niveau et la nature des productions agricoles.

Autre constat inquiétant : le renouvellement des générations est loin d'être assuré. « Une exploitation sur deux (30 % de la surface agricole utile) est conduite par un agriculteur de plus de 55 ans », a rappelé Sophie Dubreuil, responsable des études économiques à la CRA. Or, les jeunes ne se bousculent pas pour les remplacer. Dans le Doubs, la situation est plutôt bonne grâce à un secteur laitier rendu attractif par la bonne santé commerciale du comté. Mais dans la Nièvre, on ne compte qu'une arrivée pour trois départs. Les exploitations sont de moins en moins nombreuses dans la région (6 400 en moins entre 2010 et 2020) et de plus en plus grandes (103 hectares en moyenne, + 44 hectares en 20 ans). Mais, comme Christian Decerle l'a rappelé, citant un agriculteur, « on a davantage besoin de voisins que d'hectares ».

Le président de la Chambre régionale d'agriculture s'est au final voulu optimiste : « Il y a de vraies raisons d'être préoccupés, mais aussi de formidables raisons d'espérer. »

D. V.

L'agriculture de 2040 se décide maintenant !



Sollicitée par la présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, la Chambre d'agriculture régionale vient de lancer une ambitieuse démarche qui vise à faire émerger des axes de développement pour l'agriculture régionale, à l'horizon 2040. Les six prochains mois vont être consacrés à un travail de fond qui permettra de dessiner les grands traits de ce futur poêle. Il faudra consulter les acteurs, prendre en compte le changement climatique, le renouvellement des générations en agriculture.

Page 11



RÉGION

// AVENIR

Prévoir et préparer l'agriculture régionale de 2040

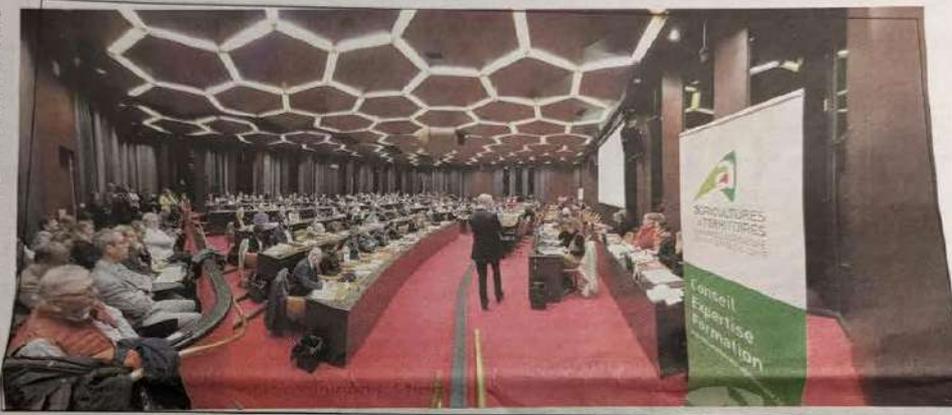
Un vaste travail a été lancé le 28 novembre, au Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté. La Chambre régionale d'agriculture veut poser les bases du développement agricole de BFC pour les vingt ans qui viennent. Une ambition énorme mais ancrée dans le concret.

Ne pas tomber dans l'écueil de la « grand-messe » qui fait toujours forte impression, mais qui n'est pas suivie d'effets, dès l'ouverture, lundi 28 novembre au Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté (BFC) à Dijon, de l'événement marquant le lancement de la stratégie 2040 pour l'agriculture régionale, Marie-Guite Dufay, présidente du Conseil régional, et Christian Decerle, son homologue pour la Chambre d'agriculture régionale ont posé le cadre. « Ce qui se passe aujourd'hui, remarquait Marie-Guite Dufay devant une salle des séances remplie, est une mobilisation inédite. La Région BFC a fait de l'agriculture un de ses sujets phares selon trois axes : - faciliter la création de valeurs ; - la renouvellement des générations ; - la dépollution climatique ».

La Stratégie 2040 qui est lancée aujourd'hui doit permettre de poser les bases des évolutions par lesquelles notre agriculture doit passer pour demeurer au point fort de notre économie ». A ces axes, la présidente de Région a ajouté une évocation de la question du loup et celle de la rémunération des services environnementaux liés par l'agriculture (voir encadré). Une manière d'aborder l'important travail qui s'annonce en cochant toutes les cases permettant à la profession agricole d'y adhérer.

« Nous voulons aller vite »

Car le fait marquant entourant « Imaginer demain – Agr maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis » comme est intitulée la démarche, c'est bien la volonté d'être concret. Cela se traduit par son caractère « ramassé ». Elle va s'étaler sur seulement six mois, jalonnés de sondage, des acteurs du monde agricole au sens large par le biais de questionnaires, d'analyses des réponses qui seront apportées et de définitions d'axes prioritaires de travail pour le développement futur de l'agriculture de BFC. « Notre agriculture, reconnaissait Christian Decerle, confrontée à beaucoup de vents contraires, se



La stratégie 2040 a été lancée le 28 novembre au Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, à Dijon.

montrer logiquement méfiance, jure aux nombreux rapports qui ont généré trop peu de suites. C'est pourquoi nous voulons aller vite, sans pour autant verser dans la précipitation, mais avec le souci de construire une démarche solide, qui s'appuiera sur les agriculteurs, avec le soutien de l'Inrae et de l'Institut Agro Dijon, garants de la méthode choisie pour mener les travaux ». Franck Robine, nouveau préfet de Côte d'Or et de Région BFC, en convenait : « Vous avez un sacré défi devant vous ! », qui repose toutefois sur un découpage précis détaillé par Anne Bronner, directrice de la Chambre régionale d'agriculture et Cécile Detang-Dessendre, directrice scientifique adjointe agriculture au sein de l'Inrae. Un état des lieux de l'existant va d'abord être constitué, reposant sur les travaux d'analyses récents de l'agriculture régionale, complétés des projections de l'évolution du climat local à horizon 2040. Ensuite, à partir de début 2023, un questionnaire sera envoyé aux structures agricoles et aux opérateurs économiques, aux agriculteurs et aux conseillers agricoles.

Une réflexion la plus large possible

L'accent est mis sur le caractère collectif que doit revêtir la réflexion qui donnera lieu à une journée de co-construction, organisée en mars 2023 sur la base de la synthèse réalisée à partir des questionnaires. « Il ne s'agit pas d'un travail de prospective au sens propre du terme, soulignait Cécile Detang-Dessendre, mais c'est le moyen de réfléchir ensemble à un futur souhaitable et à des chemins possibles. Cela servira aussi à nous rappeler que nous sommes dans un environnement complexe et que tout n'est pas possible. Il faudra faire des choix, réfléchir aux coûts et aux leviers sur lesquels la Région pourra intervenir ». Soutenu et parrainé par Dacian Cioloș, ancien commissaire européen à l'Agriculture et Julien Denormandie, ancien ministre de l'Agriculture, la démarche se revendique comme largement ouverte. Marie-Guite Dufay envisage même de s'en inspirer pour une éventuelle convention citoyenne à venir, plus tard. La pré-

sidente souhaite en tout cas que la réflexion soit la plus large possible : « Il va falloir être efficace, déterminé, pour ne pas faire un travail en vase clos. Si on n'affronte pas les attentes sociétales, on aura échoué ». Élargir la réflexion, c'est notamment y inclure la notion de développement territorial, liée à celle de l'agriculture. La matinée de lancement prenait ainsi fin sur deux tables rondes dont l'une s'interrogeait sur la dynamique des territoires illustrant ou accompagnant cette stratégie 2040, à travers les outils de transformation, les productions énergétiques, l'enjeu de l'accès au foncier. La seconde penchait à celles et ceux qui seront aux manettes en 2040 de livrer leurs espoirs et leurs craintes. Ainsi, Lucien Maillet, étudiant de l'Institut Agro Dijon, hésite

à reprendre une exploitation face au réchauffement climatique. Pour Justine Grangeot, présidente des Jeunes agriculteurs de la Haute-Saône, la priorité devra passer par l'accompagnement humain : « Un vrai suivi de carrière fera que les jeunes ne se sentiront pas seuls et viendront plus facilement dans la profession. Mais il faudra aussi des filières structurées capables de proposer une offre de produits agricoles à faible prix dont a besoin le consommateur ». Car il faut aussi le rappeler : cette stratégie 2040 se fixe un but fondamental : stopper la baisse continue du nombre d'agriculteurs, constatée depuis des années.

Berty Robert

Loup et rémunération des services environnementaux

En introduction à la matinée de lancement de la stratégie 2040, Marie-Guite Dufay, présidente du Conseil régional de BFC s'est aussi exprimée sur le loup : « Il y a un apitimum à ne pas franchir sur la présence du loup et une régulation à opérer, mais ne nous trompons pas de combat. Je suis aux côtés de l'État pour trouver les ajustements nécessaires et faire bouger le plan loup au plan national. Je veux aussi faire reconnaître certaines zones de BFC comme absolument non protégées ». En complément, l'élu(e) s'est aussi exprimée sur la nécessité, dans une logique globale de développement futur de l'agriculture régionale, de réfléchir à la rémunération des services environnementaux rendus par l'agriculture : « L'agriculture apporte des services majeurs aux populations. Ils doivent être regardés, intégrés à une logique d'ensemble et rémunérés. C'est ainsi que nous irons vers des territoires robustes, des métiers valorisés et rémunérés ».

Les réactions

- La présentation de la stratégie 2040 a suscité plusieurs réactions au sein du public nombreux :
- Christophe Chambon, président de la FRSEA BFC : « Il faudra prendre en compte l'arrivée dans la profession, de personnes qui s'installeront jeunes mais sans forcément faire toute leur carrière dans l'agricole et, à l'inverse, des personnes qui arriveront plus tard, plus âgées dans la profession, dans le cadre d'une reconversion. Il faudra accompagner ces profils différents ».
 - Thiébaud Hubart, président de la Confédération des appellations et vigneronnes de Bourgogne (CAVB) : « Il y a un énorme défi de communication à relever sur nos métiers et la nécessité de faire venir des jeunes chez nous et de les garder ».
 - Lionel Borey, président de la fédération des coopératives de BFC : « Il y a un défi colossal : celui de la hausse de l'énergie pour les outils coopératifs. Il faudra se réapproprié un certain nombre de dossiers comme l'agrivoltaïsme ».
 - Jérémy Decerle, agriculteur et député européen : « N'attendons pas que certains nous dictent le chemin. Montrons que nous sommes capables de construire, que nous sommes dans la réflexion permanente ».



RÉGION

// CHAMBRE RÉGIONALE D'AGRICULTURE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

Anticiper 2040

Un vaste travail a été lancé le 28 novembre, au Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté (BFC). La chambre d'agriculture régionale veut poser les bases du développement agricole de BFC pour les vingt ans qui viennent. Une ambition énorme, mais ancrée dans le concret.

Ne pas tomber dans l'écueil de la « grand-messe » qui fait toujours forte impression, mais qui n'est pas suivie d'effets : dès l'ouverture, lundi 28 novembre au Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté (BFC) à Dijon, de l'évènement marquant le lancement de la stratégie 2040 pour l'agriculture régionale, Marie-Guite Dufay, présidente du Conseil régional, et Christian Decerle, son homologue pour la chambre d'agriculture régionale ont posé le cadre. « Ce qui se passe aujourd'hui, remanquait Marie-Guite Dufay devant une salle des séances remplie, est une mobilisation inédite ». La Région BFC a fait de l'agriculture un de ses sujets phares selon trois axes :
- faciliter la création de valeurs,
- le renouvellement des générations,
- le déieglement climatique.

La Stratégie 2040 qui est lancée aujourd'hui doit permettre de « poser les bases des évolutions par lesquelles notre agriculture doit passer pour demeurer un point fort de notre économie ». À ces axes, la présidente de Région a ajouté une évocation de la question du loup et celle de la rémunération des services environnementaux livrés par l'agriculture (voir encadré ci-contre). Une manière d'aborder l'important travail qui s'annonce en cochant toutes les cases permettant à la profession agricole d'y adhérer.

« Nous voulons aller vite »

Car le fait marquant entourant l'imaginer demain - Agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis comme est intitulée la démarche, c'est bien la volonté d'être concret. Cela se traduit par son caractère « ramassé ». Elle va s'établir sur seulement six mois, jalonnés de sondages des acteurs du monde agricole au sens large par le biais de questionnaires, d'analyses des réponses qui seront apportées et de définitions d'axes prioritaires de travail pour le développement futur de l'agriculture de BFC. « Notre agriculture, reconnaissait Christian Decerle, confrontée à beaucoup de vents contraires, se montre logiquement méfiante face aux nombreux rapports qui ont généré trop peu de suites. C'est pourquoi nous vou-

lons aller vite, sans pour autant verser dans la précipitation, mais avec le souci de construire une démarche solide, qui s'appuiera sur les agriculteurs, avec le soutien de l'Inrae et de l'Institut Agro Dijon, garants de la méthode choisie pour mener les travaux ». Franck Robine, nouveau préfet de Côte-d'Or et de région BFC, en convenant : « vous avez un sacré défi devant vous ! », qui repose toutefois sur un découpage précis détaillé par Anne Bronner, directrice de la chambre régionale d'agriculture et Cécile Deatang-Dessendre, directrice scientifique adjointe agriculture au sein de l'Inrae : un état des lieux de l'existant va d'abord être constitué, reposant sur les travaux d'analyses récents de l'agriculture régionale, complétés des projections de l'évolution du climat local à horizon 2040. Ensuite, à partir de début 2023, un questionnaire sera envoyé aux structures agricoles et aux opérateurs économiques, aux agriculteurs et aux conseillers agricoles.

Une réflexion la plus large possible

L'accent est mis sur le caractère collectif que doit revêtir la réflexion qui donnera lieu à une journée de co-construction, organisé en mars 2023 sur la base de la synthèse réalisée à partir des questionnaires. « Il ne s'agit pas d'un travail de prospective au sens propre du terme, soulignait Cécile Deatang-Dessendre, mais c'est le moyen de réfléchir ensemble à un futur souhaitable et à des chemins possibles. Cela servira aussi à nous rappeler que nous sommes dans un environnement complexe et que tout n'est pas possible. Il faudra faire des choix, réfléchir aux coûts et aux leviers sur lesquels la Région pourra intervenir ». Soutenue et parrainée par Dacian Cioloș, ancien commissaire européen à l'Agriculture et Julien Denormandie, ancien ministre de l'Agriculture, la démarche se revendique comme largement ouverte. Marie-Guite Dufay envisage même de s'en inspirer pour une éventuelle convention citoyenne à venir, plus tard. La présidente souhaite en tout cas que la réflexion soit la plus large possible : « il va falloir être effi-



La stratégie 2040 a été lancée le 28 novembre au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, à Dijon.

cace, déterminé, pour ne pas faire un travail en vase clos. Si on n'affronte pas les attentes sociétales, on aura échoué ». Élargir la réflexion, c'est notamment y inclure la notion de développement territorial, liée à celle de l'agriculture.

La matinée de lancement prenait ainsi fin sur deux tables rondes dont l'une s'interrogeait sur la dynamique des territoires illustrant ou accompagnant cette stratégie 2040, à travers les outils de transformation, les productions énergétiques, l'enjeu de l'accès au foncier. La seconde permettait à celles et ceux qui seront aux manettes en 2040 de livrer leurs espoirs et leurs craintes. Ainsi, Lucien Maillet, étudiant de l'Institut Agro Dijon, hésite à reprendre une exploitation face au réchauffement climatique. Pour Justine Grangeot, présidente des Jeunes agriculteurs de la Haute-Saône, la priorité devra passer par l'accompagnement humain : « un vrai suivi de carrière fera que les jeunes ne se sentiront pas seuls et viendront plus facilement dans la profession. Mais il faudra aussi des filières structurées capables de proposer une offre de produits agricoles à faible prix dont a besoin le consommateur ». Car il faut aussi le rappeler : cette stratégie 2040 se fixe un but fondamental : stopper la baisse continue du nombre d'agriculteurs, constatée depuis des années.

Berty Robert

Loup et rémunération des services environnementaux

En introduction à la matinée de lancement de la stratégie 2040, Marie-Guite Dufay, présidente du Conseil régional de BFC s'est aussi exprimée sur le loup : « il y a un optimum à ne pas franchir sur la présence du loup et une régulation à opérer, mais ne nous trompons pas de combat. Je suis aux côtés de l'État pour trouver les ajustements nécessaires et faire bouger le plan loup au plan national. Je veux aussi faire reconnaître certaines zones de BFC comme absolument non protégées ». En complément, l'élue s'est exprimée sur la nécessité, dans une logique globale de développement future de l'agriculture régionale, de réfléchir à la rémunération des services environnementaux rendus par l'agriculture : « l'agriculture apporte des services majeurs aux populations. Ils doivent être regardés, intégrés à une logique d'ensemble et rémunérés. C'est ainsi que nous irons vers des territoires robustes, des métiers valorisés et rémunérés ».

// EN BREF

L'échec du plan loup

Lors de la réunion du groupe national loup qui s'est tenue le 22 novembre Lyon, FNSEA, les Jeunes agriculteurs, les Fédérations nationales ovine, bovine et des éleveurs de chèvre ainsi que les chambres d'agriculture ont fait valoir l'échec du Plan national d'actions 2018/2023 sur le loup et les activités d'élevage « qui n'a pas su préserver l'équilibre entre la population de prédateurs et les activités pastorales ». « Les loups se portent bien, l'expansion de leur population et de leur zone de colonisation est hors de contrôle. Et revanche les éleveurs des départements colonisés sont exténués et les systèmes d'élevage à l'herbe en plein air sont à terme condamnés. Les territoires sont progressivement laissés en friche et les dépenses publiques explosent passant de 28 millions d'euros en 2018 à 35 millions d'euros en 2021 », notes les six organisations dans un communiqué commun. Pour le prochain plan d'action, elles demandent la mise en œuvre d'un véritable plan de sauvegarde du pastoralisme et de l'élevage afin d'aboutir l'arrêt des attaques des prédateurs sur les troupeaux. « Le futur plan d'action doit ainsi devenir un plan de protection des éleveurs et de leurs troupeaux de régulation des loups afin de maintenir la biodiversité, la sécurité face aux incendies et aux avalanches et une économie agricole et touristique vivante dans les territoires ruraux », expliquent elles.

Les réactions

La présentation de la stratégie 2040 a suscité plusieurs réactions au sein du public nombreux :

- Christophe Chambon, éleveur et président de la FRSEA BFC : « Il faudra prendre en compte l'arrivée dans la profession, de personnes qui s'installeront jeunes, mais sans forcément faire toute leur carrière dans l'agriculture et, à l'inverse, des personnes qui arriveront plus tard, plus âgées dans la profession, dans le cadre d'une reconversion. Il faudra accompagner ces profils différents ».
- Thiebault Hubert, vigneron et président de la Confédération des appellations et vigneron de Bourgogne

(CAVE) : « Il y a un énorme défi de communication à relever sur nos métiers et la nécessité de faire venir des jeunes chez nous et de les garder ».

- Lionel Borey, président de la fédération des coopératives de BFC et président de Bourgogne du Sud : « Il y a un défi colossal : celui de la hausse de l'énergie pour les outils coopératifs. Il faudra se réapproprier un certain nombre de dossiers comme l'agricoltivisme ».
- Jérémie Decerle, agriculteur et député européen : « n'attendons pas que certains nous dicent le chemin. Montrons que nous sommes capables de construire, que nous sommes dans la réflexion permanente ».



- **Terres de Bourgogne** : 06/01/2023 (Rétrospective 2022)



- Terres de Bourgogne : 13/01/2023

// CHRISTIAN DECERLE, PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE RÉGIONALE D'AGRICULTURE

« Imaginer demain, agir maintenant »

À quelques jours des fêtes de fin d'année et de la sérénité qu'elles nous apportent traditionnellement, comment ne pas avoir une pensée particulière pour les Ukrainiens qui, à nos portes, voient leur pays massacré et leur population brutalement anéantie par la folie hégémonique et meurtrière de leur voisin russe. Cette guerre nous rappelle si besoin était combien la paix est précieuse. Ce peuple courageux nous démontre, par l'exemple, que malgré des forces a priori inégales, l'énergie et la mobilisation du collectif animées par un intérêt commun peuvent modifier la situation et redonner du courage à tout un pays. À certains moments de l'histoire, le mot « communauté » résonne avec symbole et hauteur. Comment face à cette agression ne pas avoir une pensée empreinte de respect pour cette poignée d'hommes pacifiques et visionnaires qui construiront l'Europe, et la dotèrent dès 1962 d'une de ses plus ambitieuses politiques publiques, la politique agricole commune. C'est avec la volonté de débiter l'année 2023 par un vent d'optimisme que nous avons lancé le 28 novembre dernier « Imaginer demain, Agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis ». Ces travaux, portés par la Chambre régionale d'agriculture, impliquent activement toute la profession, avec le soutien de la Région et de l'État. Ils fédéreront largement et collectivement notre énergie ce premier



semestre avec toutes celles et ceux qui le veulent bien, dans le cadre d'une démarche constructive ambitieuse, ré-

aliste et pragmatique. Tous ceux qui souhaitent contribuer positivement à écrire le futur pour notre agriculture, et

agir, pourront se mobiliser en ce début d'année: agriculteurs en premier lieu, conseillers, représentants profession-

nels agricoles, opérateurs économiques, mais également jeunes, société civile... Par ce projet, nous voulons aussi rappeler à celles et ceux qui agressent et entachent régulièrement l'agriculture et les agriculteurs, que leurs positionnements sont caricaturaux, excessifs, et n'amènent qu'à d'éphémères illusions. Le monde agricole est divers, souvent subtil et complexe, et demande à être pleinement appréhendé pour être compris. Les attaques dont sont victimes les agriculteurs, forgées de certitudes si souvent exprimées sans réelle connaissance, sont tellement éloignées de la réalité de la vie de ces derniers. Elles caricaturent trop souvent injustement avec excès et dérision un monde agricole qui n'existe pas. Comme en 2022 mais plus encore en 2023, nous agirons de manière constante et déterminée au service du monde agricole avec l'objectif d'un projet de société fondé sur une agriculture riche et diversifiée. « Imaginer demain – Agir maintenant » s'inscrira également dans le cadre de la réflexion nationale lancée par le ministre en charge de l'Agriculture le 7 décembre dernier. Le monde paysan sait que le résultat s'obtient par le travail, le sérieux et par la force du collectif. La récolte ne s'engrange qu'après beaucoup d'efforts. Efforts que nous mènerons ensemble avec énergie, détermination et assurance. Je vous adresse mes sincères vœux pour cette nouvelle année 2023, féconde en idées et riche en actions.

- L'Exploitant agricole : 21/01/2023

ACTUALITE
DEPARTEMENT
DIVERS REGION

Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne Franche-Comté

Les vœux du président Christian Decerle

Publié le 21 Janvier 2022

Partage    

Les vœux de Christian Decerle, président de la Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne Franche-Comté.



Dans un environnement complexe, 2022 ouvre une période déterminante, au cours de laquelle l'agriculture et nos territoires ruraux seront encore confrontés à de lourdes transformations économiques, sociales, sociétales...

Le Recensement général agricole (RGA) a tristement acté la disparition en 10 ans de 100.000 exploitations dans notre pays (6.400 en BFC), tandis que la lecture des conclusions de l'Insee sur le revenu agricole confirme qu'il est bien difficile de vivre, voire de survivre, dans certaines de nos productions. Ces constats sont révélateurs d'un secteur professionnel malmené depuis trop longtemps.

Sauf à délibérément et silencieusement acter le déclin de l'agriculture française et la disparition des paysans, les rendez-vous électoraux du printemps obligent le candidat de chaque famille politique à exprimer courageusement et très clairement sa vision de l'économie agricole de notre pays et, encore plus précisément, la place et le statut réellement voulus pour l'agriculteur dans son exploitation. De longue date et sans faux pas, les agriculteurs relèvent les défis auxquels ils sont confrontés et pour lesquels ils ont été sollicités par de multiples acteurs (pouvoirs publics, société...).

Pour cela, ils doivent pouvoir bénéficier de la clarté et de la constance de la vision du décideur politique et, implicitement, d'un soutien, au minimum respectueux et si possible bienveillant, de l'ensemble des autres composantes de la société.

À défaut, soyons lucides, tout un pan de notre agriculture disparaîtrait de manière irréversible.

Je formule le vœu que cette année 2022 soit tournée vers l'atteinte de résultats notamment dans la mise en œuvre (de l'esprit) de la loi EGalim 2 afin d'assurer une rémunération équitable de toutes les productions : cette condition préalable et essentielle assurée, je ne doute pas que les agriculteurs de notre région sauront surprendre et astucieusement faire face, avec inventivité, énergie et détermination, aux défis du moment (changement climatique, attentes sociétales, contraintes environnementales, nouvelle Pac...), et qu'ils sauront avec le bon sens, le courage et la passion qui les animent, donner envie à des jeunes, ou moins jeunes, de les rejoindre pour embrasser cette profession certes exigeante mais si belle, si attachante et tellement stratégique pour notre Nation.

Sur cette note d'espoir, recevez, toutes et tous mes vœux d'une heureuse année de réussite, de joie et de santé.

IMAGINER DEMAIN – AGIR MAINTENANT – Revue de presse 2022-2023
Chambre Régionale d'Agriculture de Bourgogne-Franche-Comté

11

- Le Bien Public : 17/01/2023

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Le monde agricole appelé à s'exprimer sur l'avenir du secteur

La chambre d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté lance cette semaine un questionnaire auprès de 26 000 acteurs du monde agricole. L'objectif : en tirer différentes propositions à présenter au conseil régional pour améliorer le quotidien d'un secteur en tension.

« C'est n'est pas un appel au secours. Mais si on veut conserver nos paysans, on a besoin de meilleurs revenus et de plus de considération. » Du changement dans le secteur agricole, c'est ce que réclame la chambre régionale d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté. L'organisme a décidé de joindre la parole aux actes et a lancé, en novembre 2022, un projet ambitieux : "Imaginer demain - Agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis".

Un questionnaire envoyé à 26 000 acteurs du secteur

« On veut faire remonter différentes propositions d'ici l'été, pour améliorer le quotidien de nos éleveurs. L'idée, c'est de se dire : comment veut-on voir l'agriculture en 2040 », précise Christian Decerle, président de la structure.

Pour répondre à cette vaste question, la chambre d'agriculture a décidé de demander l'avis des principaux concernés. « On a travaillé pendant plusieurs semaines sur différents questionnaires que nous allons envoyer aux 26 000 acteurs du monde agricole régional », explique Cécile Detang-Dessendre, directrice scientifique agriculture adjointe à l'Inrae (Institut national de la recherche agronomique), qui a participé à ce travail. Agriculteurs, structures et conseillers agricoles, opérateurs économiques, acteurs de la forêt et ONG (organisations non gouvernementales) sont ainsi invités à s'exprimer sur leur vision de l'agriculture actuelle, leur perception de l'avenir du secteur, leurs difficultés et les actions qui selon eux devraient être mises en place d'ici 2040.

« On espère avoir un taux de réponses d'au moins 5 %, reprend Christian Decerle. C'est le minimum pour tirer de tous ces témoignages de vraies propositions à soumettre aux autorités. » Car c'est bien là l'objectif : présenter au conseil régional un plan d'action concret à mettre en place.

Le ministère de l'agriculture est aussi de la partie : il utilisera ces réflexions pour rédiger la future loi d'orientation et d'avenir agricoles (LOA), qui se projette elle aussi en 2040.

Le nombre d'exploitation agricole a diminué de 21 % entre 2010 et 2020 dans la région

Pour Vincent Lavier, président de la chambre d'agriculture départementale de Côte-d'Or et agriculteur à Sautx-le-Duc, une prise de conscience est nécessaire : « On a besoin d'un cadre qui nous donne un vrai avenir, notamment pour répartir les risques financiers qui pèsent sur nos épaules. Avec le changement climatique, on doit trouver de plus en plus de solutions onéreuses pour continuer à produire plus, et dans de bonnes conditions. Tout ça sans augmenter les prix, sinon le consommateur n'achète pas. Résultat, nos revenus sont bas et les risques financiers de plus en plus lourds, ce qui décourage d'éventuels repreneurs. C'est un cercle vicieux ».

Pour rappel, le nombre d'exploitation agricole a diminué de 21 % entre 2010 et 2020 dans la région, alors que la population, elle, est en hausse constante.

Reste à savoir si les propositions présentées en mai au ministère de l'Agriculture et à l'été 2023 au conseil régional, seront suivies de vérifiables mesures.

« Là-dessus, on n'a aucune assurance, constate Christian Decerle. Les agriculteurs se sentent trop souvent seuls. Il faudrait enfin un peu de courage politique pour éviter de perdre certaines productions emblématiques de nos territoires. »

Antoine COMTE



La Bourgogne-Franche-Comté représente 6 % des exploitations agricoles françaises.
Photo illustration LBP/E. B.

Mardi 17 janvier 2023

GRANDE RÉGION / 0.809.100.167 CARNET DU

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Le monde agricole appelé à s'exprimer sur l'avenir du secteur

La chambre d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté lance cette semaine un questionnaire auprès de 26 000 acteurs du monde agricole. L'objectif : en tirer différentes propositions à présenter au conseil régional pour améliorer le quotidien d'un secteur en tension.

« C'est pas un appel au secours. Mais si on veut conserver nos paysans, on a besoin de meilleurs revenus et de plus de considération. » Du changement dans le secteur agricole, c'est ce que réclame la chambre régionale d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté. L'organisme a décidé de joindre la parole aux actes et a lancé, en novembre 2022, un projet ambitieux : "Imaginer demain - Agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis".

Un questionnaire envoyé à 26 000 acteurs du secteur

« On veut faire remonter différentes propositions d'ici l'été, pour améliorer le quotidien de nos éleveurs. L'idée, c'est de se dire : comment veut-on voir l'agriculture en 2040 », précise Christian Decerle, président de la structure.

Pour répondre à cette vaste question, la chambre d'agriculture a décidé de demander l'avis des principaux concernés. « On a travaillé pendant plusieurs semaines sur différents questionnaires que nous allons envoyer aux 26 000 acteurs du monde agricole régional », explique Cé-

cile Detang-Dessendre, directrice scientifique agriculture adjointe à l'Inrae (Institut national de la recherche agronomique), qui a participé à ce travail. Agriculteurs, structures et conseillers agricoles, opérateurs économiques, acteurs de la forêt et ONG (organisations non gouvernementales) sont ainsi invités à s'exprimer sur leur vision de l'agriculture actuelle, leur perception de l'avenir du secteur, leurs difficultés et les actions qui selon eux devraient être mises en place d'ici 2040.

« On espère avoir un taux de réponses d'au moins 5 %, reprend Christian Decerle. C'est le minimum pour tirer de tous ces témoignages de vraies propositions à soumettre aux autorités. » Car c'est bien là l'objectif : présenter au conseil régional un plan d'action concret à mettre en place.



La Bourgogne-Franche-Comté représente 6 % des exploitations agricoles françaises.

Photo illustration LBP/E.B.

Le ministère de l'agriculture est aussi de la partie : il utilisera ces réflexions pour rédiger la future loi d'orientation et d'avenir agricoles (LOA), qui se projette elle aussi en 2040.

Le nombre d'exploitation agricole a diminué de 21 % entre 2010 et 2020 dans la région

Pour Vincent Lavier, président de la chambre d'agriculture départementale de Côte-d'Or et agriculteur à Saulx-le-Duc, une prise de conscience est nécessaire : « On a besoin d'un cadre qui nous donne un vrai avenir, notamment pour répartir les risques financiers qui pèsent sur nos épaules. Avec le changement climatique, on doit trouver de plus en plus de solutions onéreuses pour continuer à produire plus, et dans de bonnes condi-

tions. Tout ça sans augmenter les prix, sinon le consommateur n'achète pas. Résultat, nos revenus sont bas et les risques financiers de plus en plus lourds, ce qui décourage d'éventuels repreneurs. C'est un cercle vicieux ».

Pour rappel, le nombre d'exploitation agricole a diminué de 21 % entre 2010 et 2020 dans la région, alors que la population, elle, est en hausse constante.

Reste à savoir si les propositions présentées en mai au ministère de l'Agriculture et à l'été 2023 au conseil régional, seront suivies de véritables mesures.

« Là-dessus, on n'a aucune assurance, constate Christian Decerle. Les agriculteurs se sentent trop souvent seuls. Il faudrait enfin un peu de courage politique pour éviter de perdre certaines productions emblématiques de nos territoires. »

Antoine COMTE

LES

AUJ
CHALC
Joëlle
église
15 he
CHAR
Franç
crém
CRIS
Joset
salle
crém
Mart
crém
Jean
ans
15 h
DIG
Ade
76
Dar
LA
DE
Su
96
LE
D

FRANCHE-COMTÉ

L'agriculture régionale se remet en question

La parole est aux agriculteurs, conseillers, structures agricoles, ONG... et aux opérateurs économiques. Tous ces acteurs des filières agricoles et agroalimentaires, sont appelés à s'exprimer sur leur « vision à 2040 pour l'agriculture régionale » à travers un questionnaire qui vient de leur être adressé par la chambre régionale d'agriculture, qui pilote ce projet et en anime la concertation demandée par le ministère.

Il s'agit d'une première étape interactive d'une large concertation dont le calendrier s'étend jusqu'à l'été 2023. Veut « imaginer demain et agir maintenant » en matière d'orientation, de formation, de transmission et de changement climatique.

Voici les questions du document : quels rôles pour l'agriculture et la forêt d'ici à 2040 ? (assurer la souveraineté ali-



La montbéliarde et le trait comtois réunis sous un même toit ?

Ils le sont déjà parfois dans les pâturages... Photo d'archives ER/Eric BARBIER

mentaire, préserver l'environnement, contribuer à la vitalité des territoires), quels types d'agricultures, dans des territoires dynamiques ? (que produire, quelles ressources...) et

quelle prise en compte de l'humain et de la dimension sociale pour avoir des agriculteurs épanouis ? (notion de juste rémunération des agriculteurs, d'amélioration de la qualité de

vie au travail, d'attractivité des métiers...).

Pour un modèle durable

L'agriculture et ses agriculteurs, un sujet majeur dans notre région puisque ce secteur représente « la deuxième force économique ». Même si la Bourgogne-Franche-Comté (BFC) pèse 6 % du volume national des exploitations agricoles, l'inquiétude plane sur son avenir car leur nombre a diminué de 21 % en une décennie.

Selon les projections de la Chambre, il ne resterait que « 14 000 exploitations en BFC en 2040, si aucune action n'est mise en place et 30 % de la surface utile agricole sera libérée dans les prochaines années ». D'où l'impérieuse nécessité de réfléchir dès à présent à un modèle durable.

Ér.B.

- **France Bleu Bourgogne : 20/01/2023 + chronique dans l'émission radio (la matinale 7h-9h) le 20/01/2023 : <https://www.francebleu.fr/emissions/la-matinale-filmee-de-france-bleu-bourgogne/bourgogne> (de 33,01 min à 34,19 min)**

La Bourgogne-Franche-Comté redoute de perdre 1 agriculteur sur 3 d'ici 2040

A quoi vont ressembler nos paysages en 2040 ? La chambre régionale d'agriculture envoie un questionnaire à tous les producteurs de Bourgogne-Franche-Comté pour savoir comment ils imaginent leur avenir. Elle va croiser cette enquête avec les attentes de notre société.

Bourgogne Franche-C...

De France Bleu Bourgogne, France Bleu Besançon, France Bleu Auxerre, France Bleu Belfort-Montbéliard

Vendredi, 20 janvier 2023 à 5:08

Par Olivier Estran



Vaches charolaises à Val-Suzon (Côte-d'Or) © Radio France - Olivier Estran

Comment sauver notre agriculture ? Comment maintenir des agriculteurs en Bourgogne-Franche-Comté ? Et pour quelles productions ? La Chambre Régionale d'Agriculture **pose ces questions aux 23.600 agriculteurs** de notre région

Elle leur envoie un questionnaire, et le met également en ligne sur Internet pour le partager avec des associations environnementalistes comme France Nature Environnement, la LPO, mais aussi les fédérations de chasse, des coopératives agricoles, des banques ou encore des propriétaires forestiers

L'idée c'est de savoir à quoi ressembleront nos paysages agricoles en 2040. Ces dix dernières années, la Bourgogne-Franche-Comté a perdu un agriculteur sur cinq, et on prévoit que d'ici 2040 un tiers des exploitations ne seront pas reprises.

"La Bourgogne-Franche-Comté possède des productions très variées, et c'est évident que la situation économique n'est pas la même entre les vignobles de Bourgogne, les forêts du Morvan, les élevages laitiers du Doubs ou le bassin charollais" souligne Cécile Detang-Dessendre, directrice scientifique agriculture adjointe à l'INRAE, "mais tous les producteurs sont confrontés aux mêmes défis : le réchauffement climatique, le prix des terres, la ressource en eau, la transmission des exploitations."

"Dans le Doubs, les agriculteurs laitiers qui partent à la retraite trouvent quasiment tous un repreneur" remarque Christian Decerle, président de la chambre régionale d'agriculture. "Ce n'est pas le cas dans la Nièvre, l'Yonne ou la Côte-d'Or avec en moyenne 4 départs pour un repreneur. Nous sommes souvent la cible de critiques violentes et nombreuses, et on doit sans cesse s'adapter."

Mieux payer les produits locaux ?

"La clé pour faire revenir de jeunes candidats serait de leur garantir un revenu. Aujourd'hui on estime que dans notre région il faut investir en moyenne 500.000 euros pour reprendre une exploitation. Cela veut dire qu'il faut travailler 15 ans pour amortir son emprunt, et encore 15 ans pour rendre son affaire rentable" alerte Christian Chambon président de la FRSEA, le principal syndicat agricole. "Cela pose la question aux consommateurs : sommes-nous prêts à payer le juste prix des produits locaux pour maintenir un agriculture ici, et ne plus dépendre de subventions ?"

"La variété des paysages et des productions de Bourgogne-Franche-Comté fait de nous une mini-France. Ce qui se passe ici se vérifie ailleurs" affirme le représentant syndical



Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté © Radio France - Olivier Estran

Sur les 30.000 agriculteurs recensés en 2010, on estime qu'il n'en restera que 14.000 en 2040 et que l'on aura perdu un tiers des surfaces cultivables.

"La baisse des exploitations est particulièrement prononcée pour les bovins allaitants (races à viandes), la polyculture-élevage et le lait conventionnel" note la chambre régionale d'agriculture.

Veut-on encore voir des vaches dans les champs ?

Verra-t-on encore des vaches dans les champs en 2040 ? la question (et bien d'autres) sera soumise le 27 mars prochain à 60 personnes réunies en congrès. Principalement des personnes issues de la profession agricole, mais *"également des jeunes étudiants et des acteurs de la société civile. Chacune des ces 60 personnes devra se positionner comme ambassadeur de sa filière ou de son territoire"*

Quant au **questionnaire adressé aux agriculteurs, il sera ouvert jusqu'au printemps**. Les conclusions en seront connues cet été pour être soumises au conseil régional de Bourgogne Franche-Comté qui a initié cette démarche au mois de novembre 2022 et au ministère de l'agriculture.



RÉGION

// PROJET 2040

Questions de futurs

Lancé à Dijon fin novembre par la Chambre régionale d'agriculture, le projet « Imaginer demain – Agir maintenant » entre dans sa phase concrète avec l'envoi des questionnaires. Les réponses fourniront la base d'une réflexion pour l'avenir de l'agriculture régionale, à l'horizon 2040. Ce projet régional va aussi nourrir une réflexion nationale.

Lancé en novembre dernier, « Imaginer demain – Agir maintenant, Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis » ambitionne de réfléchir au visage que pourrait avoir l'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté (BFC), dans moins de vingt ans. Porté par la Chambre régionale d'agriculture, il répond à une attente exprimée par le Conseil régional, qui a placé l'agriculture au premier rang de ses priorités économiques, aux côtés de l'industrie automobile. Mais pour agir de manière concrète et efficace, il faut à la collectivité territoriale une base de réflexion solide, étayée par des expertises multiples et avec un but clair : faire émerger des pistes de développement pour notre agriculture, sans tomber dans l'ornière de l'étude qui constate mais ne débouche sur rien. Cette volonté est soutenue par un constat partagé par les acteurs du monde agricole, mais sur lequel la société au sens large ne semble pas avoir pris l'entière mesure : l'agriculture est parvenue à un moment charnière. Il n'y a jamais eu aussi peu d'agriculteurs en France, la crise du Covid a fait prendre conscience de l'importance de préserver une souveraineté alimentaire et des productions locales, mais la profession n'a jamais été autant attaquée, victime de discours et d'injonctions parfois totalement contradictoires émanant de la société.

Un questionnaire aux 24 000 agriculteurs de BFC

C'est pour aller au-delà de ces constats qu'« Imaginer demain – Agir maintenant » a été pensé de manière très opérationnelle : il s'étale sur un temps court et veut déboucher sur des propositions qui seront le fruit d'acteurs de terrain. Justement, la phase opérationnelle débute maintenant, avec le lancement de questionnaires adressés aux 24 000 agriculteurs de BFC mais aussi aux membres de structures agricoles, aux opérateurs économiques du secteur, aux conseillers de Chambres, aux Organisations non gouvernementales (ONG) et aux représentants du secteur de la forêt. Ce lancement a été annoncé le 16 janvier à la Maison de l'agriculture, à Bretenière, près de Dijon, par Christian Decerle, président de la Chambre régionale d'agriculture de BFC. Il était entouré d'Anne Bronner, la directrice de la Chambre, de Cécile Detang-Dessendré, directrice scientifique adjointe agriculture à l'Inrae, de François Roche-Bruyn, directeur de l'Institut Agro Dijon, mais aussi de Christophe Chambon, président de la FRSEA BFC, Florent Point, son homologue pour les JA BFC, Fabrice Faivre, président du Comité d'orientation régionale Grandes cultures ou encore Vincent Lavier, président de la Chambre d'agriculture de Côte-d'Or.

L'envoi des questionnaires destinés à obtenir une vision des attentes, des besoins et des espoirs agricoles régionaux pour 2040 s'inscrit également dans un contexte plus large : début décembre, Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation a demandé à chaque région de France de nourrir la réflexion de ses services dans l'optique d'une concertation prévue autour d'une grande Loi d'orientation agricole à venir. Les porteurs du projet de BFC ont lancé un travail qui correspond parfaitement à cette demande mais il leur faudra composer avec un calendrier serré : le ministère veut des retours de contribution du terrain pour la mi-mai !

Soutenir des politiques publiques en faveur de l'agriculture

De son côté la Chambre régionale d'agriculture veut analyser les retours de questionnaires vers la fin mars et parvenir à des pistes exploitables d'ici l'été prochain. « Imaginer demain – Agir maintenant » est un projet politique basé sur une méthode rigoureuse, souligne Anne Bronner, et porté par la profession agricole. Nous avons défini trois grands thèmes pour conduire cette réflexion : les installations-transmissions (et donc, la question du renouvellement des générations), l'adaptation au changement climatique, et l'orientation-formation ». La priorité est



Lors de l'annonce de l'envoi des questionnaires, le 16 janvier à la Maison de l'Agriculture, près de Dijon. (De gauche à droite) : François Roche-Bruyn, directeur de l'Institut Agro Dijon, Anne Bronner, directrice de la Chambre régionale d'agriculture, Christian Decerle, son président, et Cécile Detang-Dessendré, de l'Inrae.

d'inciter un maximum de personnes à répondre à ces questionnaires envoyés par la MSA ou accessibles en ligne. Des réponses et des analyses qui en seront faites découleront peut-être le moyen de soutenir des politiques publiques en faveur d'un développement renouvelé de l'agriculture. « La question, soulignait Cécile Detang-Dessendré, c'est aussi de savoir où l'on en est dans le contrat social qui doit exister entre l'agriculture et la société » dans ce processus les étudiants de l'Institut Agro de Dijon seront aussi mis à contribution, à travers un événement où ils seront amenés à traiter de questions qui font aujourd'hui débat (l'eau, les intrants, la place de l'élevage...) « Il nous faudra parvenir à un consensus et surtout prendre des

décisions, au terme de cette démarche » conclut Christian Decerle. Pour cela, une seule priorité : prenez le temps de répondre au questionnaire !

Berty Robert

// EN SAVOIR +





RÉGION

// PROJET 2040

Questions de futurs

Lancé à Dijon fin novembre par la Chambre régionale d'agriculture, le projet « Imaginer demain – Agri maintenant » entre dans sa phase concrète avec l'envoi des questionnaires. Les réponses fourniront la base d'une réflexion pour l'avenir de l'agriculture régionale, à l'horizon 2040. Ce projet régional va aussi nourrir une réflexion nationale.



Lors de l'annonce de l'envoi des questionnaires, le 16 janvier à la Maison de l'Agriculture, près de Dijon. (De gauche à droite) : François Roche-Bruyn, directeur de l'Institut Agro Dijon, Anne Bronner, directrice de la Chambre régionale d'agriculture, Christian Decerle, son président, et Cécile Detang-Dessendre, de l'Inrae.

Lancée en novembre dernier, « Imaginer demain – Agri maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis » ambitionne de réfléchir au visage que pourrait avoir l'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté (BFC), dans moins de vingt ans. Porté par la Chambre régionale d'agriculture, il répond à une attente exprimée par le Conseil régional, qui place l'agriculture au premier rang de ses priorités économiques, aux côtés de l'industrie automobile. Mais pour agir de manière concrète et efficace, il faut à la collectivité territoriale une base de réflexion solide, étayée par des expertises multiples et avec un but clair : faire émerger des pistes de développement pour notre agriculture, sans tomber dans l'ornière de l'étude qui constate mais ne débouche sur rien. Cette volonté est soutenue par un constat partagé par les acteurs du monde agricole, mais sur lequel la société au sens large ne semble pas avoir pris l'entière mesure : l'agriculture est parvenue à un moment charnière. Il n'y a jamais eu aussi peu d'agriculteurs

en France, la crise du Covid a fait prendre conscience de l'importance de préserver une souveraineté alimentaire et des productions locales, mais la profession n'a jamais été autant attaquée, victime de discours et d'injonctions parfois totalement contradictoires émanant de la société.

Un questionnaire aux 24 000 agriculteurs de BFC

C'est pour aller au-delà de ces constats qu'« Imaginer demain – Agri maintenant » a été pensé de manière très opérationnelle : il s'étale sur un temps court et veut déboucher sur des propositions qui seront le fruit d'acteurs de terrain. Justement, la phase opérationnelle débute maintenant, avec le lancement de questionnaires adressés aux 24 000 agriculteurs de BFC mais aussi aux membres de structures agricoles, aux opérateurs économiques du secteur, aux conseillers de Chambres, aux Organisations non-gouvernementales (ONG) et aux représentants du

secteur de la forêt. Ce lancement a été annoncé le 16 janvier à la Maison de l'agriculture, à Bretenière, près de Dijon, par Christian Decerle, président de la Chambre régionale d'agriculture de BFC. Il était entouré d'Anne Bronner, la directrice de la Chambre, de Cécile Detang-Dessendre, directrice scientifique adjointe agriculture à l'Inrae, de François Roche Bruyn, directeur de l'Institut Agro Dijon, mais aussi de Christophe Chambon, président de la FRSEA BFC, Florent Point, son homologue pour les JA BFC, Fabrice Faivre, président du Comité d'orientation régionale Grandes cultures ou encore Vincent Lavier, président de la Chambre d'agriculture de Côte-d'Or. L'envoi des questionnaires destinés à obtenir une vision des attentes, des besoins et des espoirs agricoles régionaux pour 2040 s'inscrit également dans un contexte plus large : début décembre, Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation a demandé à chaque région de France de nourrir la réflexion de ses services dans l'optique d'une concertation prévue autour d'une grande Loi d'orientation agricole à venir. Les porteurs du projet de BFC ont lancé un travail qui correspond parfaitement à cette demande mais il leur faudra composer avec un calendrier serré : le ministère veut des retours de contribution du terrain pour la mi-mai !

Soutenir des politiques publiques en faveur de l'agriculture

De son côté la Chambre régionale d'agriculture veut analyser les retours

de questionnaires vers la fin mars et parvenir à des pistes exploitables d'ici l'été prochain. « Imaginer demain – Agri maintenant » est un projet politique basé sur une méthode rigoureuse, souligne Anne Bronner, et porté par la profession agricole. « Nous avons défini trois grands thèmes pour conduire cette réflexion : les installations-transmissions (et donc, la question du renouvellement des générations), l'adaptation au changement climatique, et l'orientation-formation ». La priorité est d'inciter un maximum de personnes à répondre à ces questionnaires envoyés par la MSA ou accessibles en ligne. Des réponses et des analyses qui en seront faites

- Montage
- Dépannage pneumatique toutes situations

CHEVASSU
 POLIGNY 03 84 73 77 00
 MONTMOROT 03 84 47 12 26
 point S
Plus de sites, il y a par 5 !

découlera peut-être le moyen de soutenir des politiques publiques en faveur d'un développement renouvelé de l'agriculture. « La question, soulignait Cécile Detang-Dessendre, c'est aussi de savoir où l'on en est dans le contrat social qui doit exister entre l'agriculture et la société » dans ce processus les étudiants de l'Institut Agro de Dijon seront aussi mis à contribution, à travers un événement où ils seront amenés à traiter de questions qui font aujourd'hui débat (l'eau, les intrants, la place de l'élevage...) « Il nous faudra parvenir à un consensus et surtout prendre des décisions, au terme de cette démarche » conclut Christian Decerle. Pour cela, une seule priorité : prenez le temps de répondre au questionnaire !

Berty Robert



LE CRÉDIT AGRICOLE
VOUS SOUHAITE

UNE BONNE ANNÉE 2023

 AGRIC CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ **FRANCHE-COMTÉ**

- Site Web-Agri : le 20/01/2023

<https://www.web-agri.fr/mpma/article/223746/le-regard-des-agriculteurs-sur-leur-metier>

Motivations, craintes, espoirs...

Le regard d'agriculteurs sur leur métier

Odette Clément · Publié le 20/01/2023 à 10:05 · 10 minutes de lecture · 3

[f](#) [t](#) [in](#) [m](#)



Et vous, comment voyez-vous votre métier d'agriculteur ? Dites-le-nous en commentaires. (©PainImages, Fotolia)

Le début d'année n'est-il pas le bon moment pour faire le point et envisager des perspectives d'avenir, au niveau perso comme professionnel ? Voici la vision de plusieurs agriculteurs vis-à-vis de leur métier, au moment de leur installation, aujourd'hui et pour demain.

Il y a un mois, la **chambre d'agriculture de Bourgogne Franche-Comté** a donné, en vidéo sur sa chaîne Youtube, « la parole aux producteurs » afin qu'ils expriment « leurs motivations, leurs craintes, leurs espoirs » concernant leur **métier d'agriculteur**, aujourd'hui et pour l'avenir.



IMAGINER DEMAIN - AGIR MAINTENANT

À regarder Partager

Regarder sur [YouTube](#)

Cliquer sur le curseur pour lancer la vidéo.

SUR LE MÊME SUJET

Grippe aviaire
La flambée épidémique continue, 4,5 millions de volailles abattues depuis août
24 janv. · 2 min de lecture

En régions
L'heure de la mise à l'herbe pour certains, quand d'autres sont sous la neige
24 janv. · 2 min de lecture

L'info météo du jour
Les conditions anticycloniques se maintiennent
24 janv. · 2 min de lecture

→ Tous les articles

SONDAGE

Éleveurs allaitants
Au regard des prix moyens de 2022, vous pensez que les prix de la viande sur 2023 seront :

Pourquoi avoir choisi cette profession ?

« C'est un **rêve depuis tout petit** », répond Sébastien Chatelet, céréalière (Yonne), installé depuis six ans en hors cadre familial. Il aime particulièrement « le travail des champs et la gestion ». « On est des **chefs d'entreprise** ! », lance-t-il. Son associé, Samuel Legrand, partage cette vision entrepreneuriale de la profession. Il est « très fier de la construction » de la société agricole, qui lui « permet d'aller de l'avant et sera transmissible » plus tard.

Ce qui a motivé Delphine Antoine, polycultures-éleveuse (Doubs), à vouloir **devenir agricultrice** : « Exercer une **activité qui a du sens** ». Elle éprouve de « la fierté à **nourrir les gens** avec des produits de qualité, obtenus grâce à des pratiques vertueuses ».

Comme Boris Vergne, céréalier (Jura) : « faire pousser des plantes, **respecter l'environnement** naturel et social, nourrir la France, avec de grands défis en termes de résilience agronomique et économique ». « Être à la fois **bon techniquement et économiquement** et allier les deux avec le grand maritou, la météo » : cela le passionne !

« On choisit les orientations vers lesquelles on veut aller », en fonction « du contexte qui nous environne bien sûr. Passionnant au quotidien ! », résume Anne-Marie Barge, éleveuse de vaches allaitantes (Saône-et-Loire).

Lire aussi : En agricole, 89 % aiment leur métier, 71 % s'y épanouissent

Les inquiétudes actuelles et pour l'avenir

La principale préoccupation de Delphine Antoine : « Le **réchauffement climatique** qui nécessite de revoir une grosse partie de nos pratiques et de nos cultures. » Et pour les éleveurs : « la cohabitation avec le loup », de plus en plus présent dans certains secteurs.

Anne-Marie Barge, elle, n'est « pas sûre que nous arrivions à **nourrir 8 milliards d'humains, uniquement avec des protéines végétales** ». Elle « s'interroge » : « est-on dans un système plus vertueux avec une protéine végétale venant de l'autre bout du monde qu'avec une protéine d'un animal ayant pâturé une prairie naturelle locale ? »

« La **viabilité de l'entreprise** » préoccupe Sébastien Chatelet, car elle est « primordiale pour être là demain ». « Il faut réussir à construire une stratégie avec des politiques claires, dans un **environnement social souvent contradictoire** », détaille Samuel Legrand. Il explique : « Les gens veulent acheter pas cher et avoir une agriculture vertueuse et nous, on est au milieu et on se doit de bâtir, pour les 10 à 20 ans » à venir, un modèle qui « nourrisse les gens et protège l'environnement ».

« Certes, il faut que l'agriculture évolue, selon Boris Vergne, mais **on ne peut pas tout changer**. » Ces évolutions, « il faut que chacun les mette en œuvre à son échelle, sur son exploitation », poursuit-il, estimant que « de grands changements en termes de **communication** » seront nécessaires, pour que les agriculteurs communiquent mieux sur ce qu'ils font ». Actuellement, « nous avons une grande agriculture en France mais nous ne savons pas la valoriser. Un vrai challenge, très intéressant ! »

Sur ce sujet :
Les 10 repères clés qui dessineront l'avenir du métier d'agriculteur

Les actions concrètes afin d'y faire face

Anne-Marie Barge a « diminué le chargement pour avoir un **système plus résilient en cas de sécheresse** ou autre aléa climatique ». Elle essaie de « récolter le maximum de protéines sur l'exploitation, pour limiter les achats extérieurs et **être le plus autonome possible** ». Elle exhorte à s'orienter « vers des filières qualité, pour **mieux valoriser les productions**, en particulier animales ». Enfin, elle projette de revoir la génétique de son troupeau, c'est-à-dire de « choisir des animaux plus résilients, toujours de race charolaise mais plus petits ». Afin de « **maintenir la biodiversité** et les équilibres écologiques », elle a déjà pas mal de haies dans chacune de ses parcelles. Elle envisage toutefois d'améliorer leur gestion.

Samuel Legrand et Sébastien Chatelet l'ont déjà dit, ils veulent que leur exploitation perdure. Alors ils « comptent, écoutent » et « construisent », un mot qu'ils ont employé plusieurs fois. Ils prennent un exemple : « Nous avons compris que la société voulait **moins d'intrants**, on s'est labellisé HVE et derrière, on a investi sur la transformation et la vente directe. »

Boris Vergne reste lui aussi « penché sur la technique et l'économique », comme il l'a indiqué précédemment. Il s'efforce de « cultiver avec peu d'intrants, sur un sol et dans un environnement respecté » mais tout en « **s'assurant des débouchés** ».

Voir également :

En vidéo - Comment les jeunes voient-ils leur futur métier d'éleveur ?

Les enjeux et attentes qui subsistent

Sébastien Chatelet rejoint les propos de Boris Vergne, plus haut : « L'agriculture s'est toujours adaptée aux consommateurs, à l'environnement, aux besoins du moment. Cependant, ces adaptations ne peuvent pas se faire du jour au lendemain, il faut laisser un peu de temps. » De nouveau dans le souci « d'être là demain », il incite à « avoir un objectif commun, en prenant en compte tous les usagers de la nature ».

Delphine Antoine est d'accord : « Nous attendons aujourd'hui d'être **fédérés autour d'un même projet**, au moins à l'échelle du territoire, avec des **objectifs clairs**, pour que tous les acteurs soient traités sur un pied d'égalité. »

Anne-Marie Barge appuie : « Beaucoup de choses sont à mettre en commun entre productions pour être complémentaires. » Pour ce faire, elle demande « le **soutien des politiques** » : « ils doivent comprendre nos problématiques pour mieux défendre nos causes. » Elle cite notamment « l'aménagement foncier », source « d'économies de charges (carburant, travail) et de bienfaits écologiques ».

Dans le même ordre, Boris Vergne réclame « une **vraie politique agricole commune, simplifiée** », en particulier au niveau « réglementaire ». « ZNT, DAR, DEP, DVBE... Tout ça pour quoi ?, questionne-t-il. Il revient sur un point qui lui tient à cœur : « Si on veut diversifier notre agriculture, pour la rendre plus résiliente d'un point de vue environnemental et économique, il faut assurer des débouchés. J'ai envie de dire aux pouvoirs publics : À quand l'alimentation 100 % française dans les cantines des écoles, des hôpitaux, etc. ? Et arrêtons le matraquage médiatique : on ne pourra pas **renouveler les générations d'agriculteurs**, si on ne donne pas envie d'aller vers le métier. »

« On a besoin de clarté, de soutien et d'envie, conclut Samuel Legrand.

Un métier aux multiples intérêts

Toujours sur le métier d'agriculteur, la **chambre d'agriculture des Hauts-de-France** a réalisé il y a un an la **web-série Un avis ferme**. L'objectif ici : déjouer cinq des clichés véhiculés à l'égard de cette profession, un par vidéo, sur un ton décalé. Il d'agit de montrer, tour à tour, ses divers atouts.

■ Innovant et technologique



Cliquer sur le curseur pour lancer la vidéo.

Dans ce 1er épisode, Antoine Hellebois, producteur de céréales et légumes (Pas-de-Calais), présente son distributeur automatique de produits fermiers, les outils informatiques de gestion parcellaire qu'il utilise et comment il communique sur les réseaux sociaux ; Marie Lardier, éleveuse laitière (dans le même département) le guidage GPS qui équipe ses matériels, la page Facebook qu'elle a créée pour la vente directe et comment elle cherche continuellement à lancer de nouveaux produits.

■ Riche et varié

Dans la 2e vidéo, Marie parle de ses « **différentes casquettes** » : éleveuse de vaches laitières, productrice de lait, transformatrice, commerciale, livreuse, enseignante... « On n'est pas que producteur ! », insiste Antoine qui lui aussi produit, des cultures, commercialise, est chauffeur de tracteur, informaticien, comptable, mécanicien et même un peu électricien. « Un **chef d'entreprise** quoi, qui doit connaître son environnement pour adapter ses productions ! », résume Antoine. « Et on ne s'ennuie jamais ! », se réjouit Marie.

■ Soucieux de l'environnement

Antoine met en avant ses choix variétaux de céréales plus résistantes aux maladies et l'implantation de bandes fleuries, pour limiter les traitements phytosanitaires et leur impact, ainsi que ses jachères fleuries qui hébergent les ruches d'un apiculteur. Par ailleurs, il s'est engagé dans la certification HVE. Pour Marie également, « il est important d'être attentif à l'environnement », ce qui passe notamment sur l'exploitation par la valorisation de l'herbe, la démarche bas carbone et le zéro déchet en vente directe avec les clients qui le souhaitent.

▪ Exigeant d'être formé

Antoine explique « qu'il y a tellement de facettes et de choses à savoir qu'on ne peut pas être agriculteur sans être formé non pas un minimum mais un maximum » et « tout au long de sa carrière car le métier évolue ». Marie, par exemple, est ingénieur agricole, une formation à la fois **technique et pratique** avec des stages et expériences diverses **en France et à l'étranger**. Ce qu'ils savent, ils aiment le transmettre, aux élèves pour Marie et à son apprenti pour Antoine qui, réciproquement, leur apprennent des choses.

▪ Où les contacts sont nombreux

Marie précise ne pas manquer de contact entre ses **salariés, ses clients, sa famille**. Même chose pour Antoine pour qui « c'est un plaisir de discuter avec les consommateurs ». Sans oublier les **techniciens et commerciaux** qui passent régulièrement dans les fermes, et les nombreux **groupes d'échanges** au sein des coopératives et de la chambre d'agriculture entre autres. Et à l'extérieur, Marie fait partie du conseil municipal et d'une association de chant chorégraphié.

Retrouvez **tous les épisodes d'Un avis ferme** sur la chaîne Youtube de la chambre d'agriculture des Hauts-de-France.

Tout cela, ces témoignages le confirment encore !

Jeunes Agriculteurs du Centre-Val de Loire fait aussi découvrir, en vidéo sur sa chaîne Youtube, l'éventail de professions qu'offre la production agricole régionale : céréalier, éleveur de bovins viande, de volailles, de chèvres, de chevaux, viticulteur, arboriculteur, maraicher, horticulteur, apiculteur, pisciculteur...

Xavier Maupoint, 30 ans, est céréalier (Indre-et-Loire) depuis 2016. Son métier pour lequel il s'est **formé** (BEP et Bac agricoles + CS et BTS mécanique) et qui « l'a fait voyager » via ses stages en France dans plusieurs régions et productions, et en Europe, en Pologne en particulier avec la découverte « de très grosses exploitations et d'une autre vision de l'agriculture ». Ce qu'il « kiffe » surtout, c'est de « **nourrir les gens** en leur apportant des produits de qualité dans leurs assiettes ». Une « fierté » pour le jeune producteur, passionné par « les **nouvelles technologies** qui optimisent le travail ». Ainsi, il se dégage du temps libre pour sa famille et les loisirs. Il apprécie, en outre, la polyvalence de sa profession où il « **touche à tout**, s'investit à fond et s'épanouit ».



Alexandre Plateau, 30 ans également, est polyculteur-éleveur de bovins allaitants en vente directe (Eure-et-Loire). Avec ses nombreux diplômes en poche (Bepa, Bac pro CGEA, BTS Acse, licence professionnelle en alternance dans le conseil en productions végétales), il « kiffe d'être son **propre patron**, d'organiser ses journées, de travailler au **contact des animaux et des consommateurs** ». « Essayer d'**améliorer leur regard sur l'agriculture** me plaît beaucoup », ajoute-t-il. « Il y a la manière d'élaborer le produit, on consommera toujours de la viande en France, mais il faudra peut-être s'orienter vers la qualité plus que la quantité et ça, on sait faire ! »



Cliquer sur le curseur pour lancer la vidéo.

Retrouvez enfin :

[Vu sur les réseaux - Agriculteur, le plus beau métier du monde ?](#)

[Et le Paroles de lecteurs sur Web-agri.fr : Heureux ou malheureux d'être éleveur laitier ? Vos témoignages...](#)



- **France 3 Bourgogne : 23/01/2022 -> Chronique dans le JT du 12/13 et 19/20**



- **Echo des Communes – Vivre en Côte d’Or : 25/01/2022**

Agriculture : Imaginer demain - Agir maintenant. Ensemble vers 2040 : Des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis

Partager Tweeter

25 janvier 2023

Dans le cadre du projet « Imaginer demain - Agir maintenant » et de son articulation avec la concertation régionale tout récemment demandée par Marie FESNEAU, Ministre de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, au travers du projet de PACTE et de loi d'orientation et d'avenir agricoles, la chambre d'agriculture présente les travaux à venir au cours du 1er semestre 2023. L'ambition d'un tel projet est de définir la vision que la profession en région souhaite porter et partager pour l'agriculture à 2040, en associant d'autres acteurs et impliquant les territoires, et de définir sur cette base un plan d'actions opérationnel pour la période 2023 - 2027.

LE MOT DU PRÉSIDENT
Christian DECERLE, Président de la Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté

A quelques jours des fêtes de fin d'année et de la sérénité qu'elles nous apportent traditionnellement, comment ne pas avoir une pensée particulière pour les Ukrainiens qui, à nos portes, voient leur pays massacré et leur population brutalement anéantie par la folie légionnaire et meurtrière de leur voisin russe. Cette guerre nous rappelle, si besoin était, combien la paix est précieuse. Et ce peuple courageux nous démontre, par l'exemple, que malgré des forces a priori inégales, l'énergie et la mobilisation du collectif, animées par un intérêt commun, peuvent modifier la situation et redonner du courage à tout un pays.

À certains moments de l'histoire, le mot « communauté » résonne avec symbole et hauteur. Comment face à cette agression ne pas avoir une pensée empreinte de respect pour cette poignée d'hommes pacifiques et visionnaires qui construisent l'Europe, et la dotèrent dès 1962 d'une de ses plus ambitieuses politiques publiques, la politique agricole commune.

C'est avec la volonté de débuter l'année 2023 par un vent d'optimisme que nous avons lancé le 28 novembre dernier « Imaginer demain - Agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis ».

Des travaux, portés par la Chambre régionale d'agriculture, impliquent activement toute la profession, avec le soutien de la Région et de l'Etat. Ils fédéreront largement et collectivement notre énergie ce premier semestre avec toutes celles et ceux qui le veulent bien, dans le cadre d'une démarche constructive, ambitieuse, réaliste et pragmatique.

Tous ceux qui souhaitent contribuer positivement à écrire le futur pour notre agriculture, et agir, pourront se mobiliser au cours d'années : agriculteurs en premier lieu, conseillers, représentants professionnels agricoles, opérateurs économiques, mais également jeunes, société civile...

Par ce projet, nous voulons aussi rappeler à celles et ceux qui agissent et entachent régulièrement l'agriculture et les agriculteurs que leurs positionnements sont caricaturaux, excessifs, et n'aboutissent qu'à d'éphémères illusions. Le monde du vivant est divers, souvent subtil et complexe, et demande à être pleinement appréhendé pour être compris. Les attaques dont sont victimes les agriculteurs, forgées de certitudes si souvent exprimées sans réelle connaissance, sont tellement éloignées de la réalité de la vie de ces derniers. Elles caricaturent trop souvent injustement avec excès et déraison un monde agricole qui n'existe pas.

Comme en 2022 mais plus encore en 2023, nous agissons de manière constante et déterminée au service du monde agricole avec l'objectif d'un projet de société fondé sur une agriculture riche et diversifiée.

« Imaginer demain - Agir maintenant » s'inscrit également dans le cadre de la réflexion nationale lancée par le Ministre en charge de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire le 7 décembre dernier.

Le monde paysan sait que le résultat s'obtient par le travail, le sérieux et par la force du collectif. La récolte ne s'engrange qu'après beaucoup d'efforts. Efforts que nous mènerons ensemble avec énergie, détermination et assurance.

Info+ :
www.bourgognefranche.comte.chambres-agriculture.fr
 Crédit photo : @chambre d'agriculture

IMAGINER DEMAIN AGIR MAINTENANT
 Ensemble vers 2040 : Des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis

VOUS ETES PARTENAIRE EST DISPONIBLE PUBLICITE ?

La relance unit nos forces.

CONTACTEZ VOTRE CONSEILLER
 PAR TELEPHONE 03 45 91 13 78
 PAR COURRIEL info@chambre-agriculture.fr

De nouvelles modalités financières ont été mises en place

CAISSE D'ÉPARGNE

Je vous adresse mes sincères vœux pour cette nouvelle année 2023, féconde en idées et riche en actions.



2021-©Borne Frédéric-CA71-récolte paille

DEUX AMBITIONS, RÉGIONALE ET NATIONALE, QUI SE REJOignent

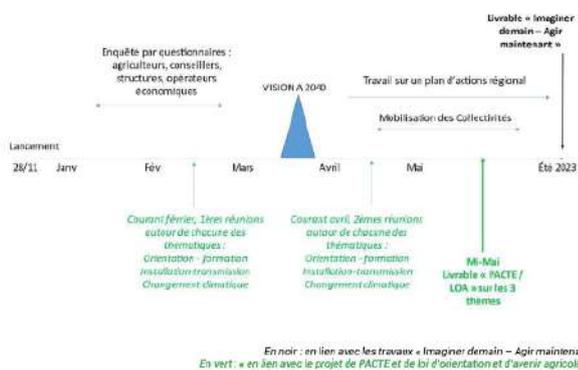
« Imaginer demain – Agir maintenant » a pour ambition de dessiner la vision que la profession en région souhaite porter et partager pour l'agriculture à 2040, en associant d'autres acteurs et impliquant les territoires, et de définir sur cette base un plan d'actions opérationnel pour la période 2023 - 2027.

Ce projet viendra alimenter les travaux de concertation lancés par le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA), autour d'un projet de PACTE et de loi d'orientation et d'avenir agricoles (LOA), qui se projette à 2040, avec également un calendrier concentré sur le 1er semestre 2023.

Dans les deux cas, la Chambre régionale d'agriculture est au cœur du projet : c'est elle qui pilote le projet régional, et c'est elle qui doit animer la concertation demandée par le MASA en région.

Afin de parfaitement répondre au cadre de concertation défini par le niveau national, la méthodologie mise en place pour lancer « Imaginer demain – Agir maintenant » sera complétée par des réunions autour des 3 thèmes portés par le PACTE et la LOA : orientation – formation ; installation – transmission ; adaptation et transition face au changement climatique.

UNE MÉTHODE PERMETTANT UNE CONCERTATION LARGUE DANS UN CALENDRIER AMBITIEUX



SITUATION ACTUELLE DE L'AGRICULTURE ET DES AGRICULTEURS EN RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

L'agriculture, 2ème force économique en région ;

Avec 55 % de la population régionale qui réside dans une commune rurale contre seulement un tiers au niveau national, la région Bourgogne-Franche-Comté est la première région rurale de France, avec une démographie en tendance baissière dans 6 des 8 départements. La part de l'agriculture régionale est significative en région par rapport au niveau national : 4,3 % de la valeur ajoutée régionale contre 1,8 % en France.

La région se caractérise par des filières d'excellence : les fromages AOP, le vin, viande produite à l'herbe... Alors que le Gouvernement vise à renforcer la production en protéines végétales, la région est 2ème derrière l'Occitanie en production de soja.

La Bourgogne-Franche-Comté représente 6 % des exploitations agricoles françaises et 9 % de la SAU nationale

Un nombre d'exploitations en diminution constante, une augmentation de la part d'exploitations céréalières

Le nombre d'exploitations a diminué de -21 % entre 2010 et 2020 en Bourgogne-Franche-Comté, à l'image de ce qui est observé au niveau national. Ce sont désormais 23 800 exploitations qui sont recensées (contre 30 000 en 2010).

La baisse du nombre d'exploitations en 10 ans est particulièrement prononcée en filière bovins allaitants, polyculture-élevage, lait conventionnel. Au vu de ces évolutions, la part d'exploitations en grandes cultures augmente (24 % désormais des exploitations de la région contre 19 % en 2010).

Le taux de renouvellement des exploitants varie en fonction des productions ou des territoires : 45 % en bovins allaitants, plus de 95 % en production laitière dans le Doubs.

Des exploitations de plus grande taille, un emploi familial en baisse, vers un recours accru au salariat et au travail externalisé

La taille des exploitations augmente, avec une moyenne de 103 ha (contre 59 ha en 2000), avec une SAU de 2,4 M d'ha qui reste globalement stable en Bourgogne-Franche-Comté. L'évolution des modèles d'exploitation s'accompagne d'un plus grand recours au salariat qui représente 23 % de la main d'œuvre contre 17 % en 2010. La main d'œuvre familiale, elle, se raréfie et est en recul de 26 % entre 2010 et 2020. Le turn-over des salariés est important : au niveau national, 19 % des salariés présents en 2010 l'étaient encore en 2020, et 3 % d'entre eux étaient devenus chefs d'exploitations.

Elle s'accompagne également d'une externalisation d'une partie du travail, principalement pour les productions végétales. En 2020, 51,1 % des exploitations de Bourgogne-Franche-Comté ont eu recours à l'externalisation de certains travaux agricoles. Ces prestations sont entre autres assurées par des entreprises de travaux agricoles ou des Cuma.

Des difficultés économiques persistantes pour certaines productions

Les difficultés économiques des exploitations sont particulièrement exacerbées en bovins allaitants et en grandes cultures en zone intermédiaires avec des taux supérieurs à ce qui est observé au niveau national.

Une mobilisation de la profession agricole pour répondre aux attentes des consommateurs

12 % des exploitations sont en Agriculture biologique, 24 % en circuits courts, le nombre d'exploitations en maraîchage a doublé en 10 ans ; et la SAU en légumes secs a été multipliée par 10 en 10 ans.



2021-©Marceau Frédérique-CA58-Bovins

DES TENDANCES LOURDES À INTÉGRER DANS LES RÉFLEXIONS À 2040

La démographie

Si on fait l'hypothèse que la tendance baissière se poursuivra sur les prochaines années, sans actions particulières, il restera moins de 14 000 exploitations en région en 2040.

Près de la moitié des chefs d'exploitation est âgée de plus de 55 ans en région et libérera dans les prochaines années 30 % de la SAU. La part d'exploitants âgés de plus de 60 ans a augmenté en 2020, (23 % désormais) mais reste inférieure au niveau national (25 %) vraisemblablement en lien avec les filières lait AOP et viticoles, attractives. Toutefois 32 % d'entre eux ne savent pas ce que va devenir leur exploitation, contre 28 % qui ont déjà identifié un repreneur.

D'autres tendances lourdes sont à intégrer

Changement climatique, disponibilité en moyens de production, évolution de la consommation alimentaire.

Il restera moins de 14 000 exploitations en BFC en 2040, si aucune action n'est mise en place. 30 % de la SAU sera libérée dans les prochaines années.

DES ÉTUDES DE PROSPECTIVE POUR AIDER À LA RÉFLEXION

Les travaux de prospective menés au niveau européen, national ou régional permettent d'éclairer les futurs possibles sur la base de scénarii dits de « rupture ».

La construction des scénarios pour l'agriculture se fonde sur la combinaison d'hypothèses concernant différents leviers, dont le système économique ou encore les modèles agricoles visés et les pratiques qui vont en découler. Pour illustrer :

Deux modèles très contrastés du système économique :

- 1/ une régionalisation du système économique : repli sur le territoire régional, vers une agriculture familiale et diversifiée, un système alimentaire et des accords commerciaux régionaux.
- 2/ une mondialisation du système économique : commerce mondialisé, une agriculture spécialisée selon les pays et territoires, une transition vers une alimentation ultra-transformée.

Les modèles et les pratiques agricoles :

- 1/ une réduction du carbone émis (décarbonation ou neutralité carbone) : transformation des modes de vie, modification des régimes alimentaires, augmentation des productions végétales, réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et des engrais.
- 2/ le développement des nouvelles technologies, qui apporteront les solutions

JANVIER-FÉVRIER : CHAQUEUN PEUT S'EXPRIMER PAR ÉCRIT AU TRAVERS D'UN QUESTIONNAIRE

Quatre questionnaires ont été élaborés afin de permettre respectivement aux agriculteurs, conseillers, structures (agricoles, ONG...), opérateurs économiques, de pouvoir s'exprimer.

Les questionnaires sont ici :

- Conseillers : www.fr.surveymonkey.com/r/NBDZYVO
- Structures : www.fr.surveymonkey.com/r/T9WSNDC
- Opérateurs économiques : www.fr.surveymonkey.com/r/637SW8W
- ONG : www.fr.surveymonkey.com/r/T9376RK

Un diaporama de présentation a été élaboré afin d'aider les acteurs qui le souhaiteraient à animer des réunions et renseigner le questionnaire : www.bourgognefranche-comte.chambres-agriculture.fr/bourgogne-franche-comte/imaginer-demain-agir-maintenant-boite-a-outils/

Dessiner une vision à 2040 pour l'agriculture et les agriculteurs impose notamment de répondre très précisément aux questions suivantes :

1. Quels rôles pour l'agriculture et la forêt à 2040 ?
Assurer la souveraineté alimentaire ; préserver l'environnement ; contribuer à la vitalité des territoires ; ...
2. Quels types d'agricultures, dans des territoires dynamiques ?
Que produire ; quelles ressources...
3. Quelle prise en compte de l'humain et de la dimension sociale pour avoir des agriculteurs épanouis ?
Notion de juste rémunération des agriculteurs, d'amélioration de la qualité de vie au travail, d'attractivité des métiers...

LE 27 MARS : UNE JOURNÉE DE CO-CONSTRUCTION

Cette journée aura pour objectif de construire la vision à 2040 que la profession en région souhaite porter pour l'agriculture à 2040, en impliquant les territoires, et d'identifier les chantiers de travail sur lesquels collaborer en prévision d'un plan d'actions régional.

Elle réunira 60 personnes, issues de la profession agricole principalement mais également des jeunes étudiants et des acteurs de la société civile. Il est en effet essentiel que sur un projet de ce type, les jeunes, qui demain seront dans la vie active, s'expriment.

Chacune de ces 60 personnes devra se positionner comme « Ambassadeur » de sa filière ou de son territoire, en ayant travaillé en amont avec les acteurs dont elle ambitionne de porter le projet.

Les personnes qui le souhaitent peuvent se porter volontaires pour contribuer à cette journée, en précisant leur motivation et la population qu'elles représentent via le formulaire accessible ici. Une sélection sera faite afin d'assurer une représentativité la plus juste possible des acteurs de la profession agricole.

FÉVRIER ET AVRIL : DEUX RÉUNIONS DE TRAVAIL SUR LES TROIS THÉMATIQUES IDENTIFIÉES POUR LA CONCERTATION NATIONALE

Deux réunions de travail, sur chacune des trois thématiques (orientation – formation ; Installation – Transmission ; Adaptation et transition face au changement climatique) se tiendront respectivement en février et avril. Ces groupes de travail s'adosseront sur les Comités d'orientation régionaux de la Chambre régionale d'agriculture, dont le format sera spécialement ajusté en lien avec le Conseil régional et la DRAAF.

Où souhaitons-nous aller ?

Le projet que la profession agricole et les différents acteurs en région souhaitent porter pour l'agriculture régionale à 2040 (« Imaginer demain »), qui devra être ambitieux et intégrer les transitions à mener.

« Imaginer demain » : Déterminer un futur souhaitable et faire des choix

Quels objectifs pour l'agriculture : la souveraineté alimentaire, la décarbonation, la neutralité carbone... ?

Quelle place de l'agriculture et de la forêt dans les dynamiques de territoires (que produire ? avec quelles ressources ? rôle dans l'aménagement des territoires, paysages, dynamiques rurales...)?

Quelle prise en compte de l'humain et de la dimension sociale, pour avoir des agriculteurs épanouis (revenu, qualité de vie au travail, emploi, valorisation des métiers, formation...)?

Comment y aller ?

Un plan d'actions régional opérationnel sur la période 2023-2027 (« Agir maintenant »), qui devra reposer sur un nombre resserré d'actions pour lesquelles il sera possible d'influer au niveau régional. Ces actions devront justifier une réflexion collective et une mise en œuvre concertée entre les différents acteurs, dans un souci d'efficacité et d'efficience.

« Agir maintenant » : Identifier les leviers actionnables au niveau régional et prioriser

Quelle organisation collective ?

Quel accompagnement des agriculteurs, des filières ?

Quelles actions opérationnelles mener ensemble pour réussir demain ?

Toutes les informations relatives aux travaux « Imaginer demain – Agir maintenant » sont ici : <https://bourgognefranche-comte.chambres-agriculture.fr/bourgogne-franche-comte/imaginer-demain-agir-maintenant/imaginer-demain-agir-maintenant/>

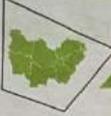


Avec le soutien de



En collaboration avec





RÉGION

// STRATÉGIE 2040

Pourquoi s'exprimer est important

Lancé fin novembre par la Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté, le projet « Imaginer demain, agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis » s'appuie sur les attentes exprimées. Vous pouvez répondre à un questionnaire disponible en ligne. Plusieurs représentants du monde agricole au sens large témoignent ici sur l'intérêt d'apporter sa contribution.



Thiebault Huber, viticulteur en Côte-d'Or : « J'encourage les 4 500 vignerons de Bourgogne à répondre à cette enquête pour exprimer leurs préoccupations et proposer des solutions d'adaptation et d'innovation / Agissons, relevons ensemble les multiples défis actuels et à venir : Défi de la transmission et du renouvellement des générations, de l'adaptation aux mutations climatiques, aux mutations économiques et sociétales, de l'emploi et de la formation et de la protection de notre vignoble contre la fluorescence dorée qui regagne du terrain ! »

pace de libre parole où nous pouvons nous exprimer sur les difficultés de nos métiers, nous faire entendre et donner notre avis pour pouvoir répondre aux enjeux agricoles et faire évoluer notre rôle de conseiller. Nous n'avons plus de solutions toutes faites à donner comme autrefois, il y a des décalages entre les attentes du terrain et ce que proposent nos structures. »

sublime opportunité pour construire collectivement un vrai projet agricole régional multi-filière résilient avec tous les organismes agricoles et tous les agriculteurs »



François Deroze, présidente d'Elvea 21-89 : « L'élevage est un pilier de notre région et il est impératif de maintenir un cheptel pour la sauvegarde de nos territoires herbagers. C'est pourquoi toutes les suggestions, idées, ressentis, difficultés sont importantes à relayer en répondant à l'enquête lancée par la Chambre régionale d'agriculture BFC. »



Maxime Chambelland, étudiant à l'EPIL de Besançon : « C'est important pour les jeunes générations : comment faire évoluer l'agriculture et faire face aux enjeux ? Répondre au questionnaire permettra de donner une vision du métier à 2040, mais aussi, de nous permettre d'être épanouis en 2040 en tant qu'agriculteur, de redorer le blason de l'agriculture et de mieux travailler tous ensemble : administration, agriculteurs, organisme para-agricole... »

Haute-Saône : « Pourquoi répondre au questionnaire ? Et si c'était un premier pas pour faire le point sur NOTRE métier, NOS valeurs et NOTRE avenir. Prendre ces 15 minutes pour répondre, c'est faire le point avec soi, mais aussi exprimer à tous nos attentes et les faire entendre. C'est permettre d'exprimer le bruit de fond que beaucoup ne veulent pas entendre. S'exprimer c'est le premier pas pour être compris ! Alors oui c'est 15 minutes pour un énième questionnaire, je ne peux pas vous promettre qu'il changera votre vie, mais cela fait du bien de s'exprimer et de se poser pour imaginer demain ensemble. »



Samuel Legrand, céréalier dans l'Yonne : « Imaginer demain - Agir maintenant est une étude qui peut paraître lointaine et utopique, et même si je peux avoir l'impression que c'est un coup d'épée dans l'eau, nous ne pouvons pas laisser d'autres personnes réfléchir et poser les objectifs à notre place. Les agriculteurs doivent être acteurs des orientations de demain et c'est en répondant à cette enquête que nous pouvons influencer le futur. »



Marianne Ranque, conseillère élevage à la Chambre d'agriculture de l'Yonne : « Ce questionnaire est un es-



Boris Verne, céréalier dans le Jura : « Répondre à ce questionnaire est une



Stéphane Menigoz, éleveur laitier avec atelier de transformation en



Julie Cadiot, agricultrice en poly-culture-élevage dans la Nièvre : « Depuis de nombreuses années, le monde agricole va mal. Il est donc important de répondre au questionnaire qui permet de récolter nos avis, nos impressions, nos difficultés afin que nous puissions tous, collectivement, travailler ensemble, se soutenir tout en suivant une ligne de conduite commune et efficace. Pour une fois qu'on nous demande notre avis, je pense qu'il est nécessaire de prendre le temps de le donner pour qu'il soit entendu et pris en compte. Et en plus, cela ne prend pas beaucoup de temps. »



Christophe Breuillet, directeur du pôle de compétitivité Vitagora : « La Stratégie 2040, engagée par la Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté, impliquant amont comme aval, permet de construire une vision partagée des transformations à opérer au sein de la chaîne alimentaire en région. S'exprimer au travers de ce questionnaire, c'est l'opportunité d'être force de proposition et moteurs des évolutions à venir. N'hésitez pas, cliquez ! »

Anne-Marie Barge, éleveuse en bovins allaitants en Saône-et-Loire : « La parole nous est donnée, prenons-la. C'est l'occasion de dire ce qui va, ce qui ne va pas et de préparer demain. »

Grand Jeu Concours

Créez ou renouvelez votre compte en renseignant le numéro inscrit sur votre carte 2023.

Tentez votre chance avant le 28 février 2023 !

www.carte-campagne.fr

carte CAMPAGNE

APPAREIL PHOTO LUMIX Valeur 1100 €

PARC ASTÉRIX Valeur 190 €

DISNEYLAND PARIS Valeur 440 €

ZOO DE BEAUVAIL Valeur 149,90 € x 2

PUY-DU-FOU Valeur 112 € x 2

// EN SAVOIR +

Rendez-vous sur le questionnaire en ligne en utilisant les QR codes suivants





RÉGION

// ÉVÈNEMENT

« Une étape fondatrice pour l'avenir de notre agriculture »

Mardi 27 juin, à Genlis, en Côte-d'Or, aura lieu la restitution de six mois de travaux menés dans le cadre du projet « Imaginer demain – Agir maintenant » consacré à une réflexion de fond sur l'avenir de l'agriculture régionale, à l'horizon 2040. Christian Decerle, président de la Chambre régionale d'agriculture, revient sur l'esprit qui entoure ce travail. Il ne s'agit pas d'une « baguette magique » ou d'une feuille de route rigide, mais d'une démarche qui veut favoriser l'approche collective de grands enjeux.



Pour Christian Decerle, la soirée de restitution des travaux du 27 juin doit être un moment fédérateur pour tout l'écosystème agricole.

« Ce sera une soirée largement ouverte, un espace de dialogue et de partage. J'espère qu'on y verra des familles, des jeunes... »

d'une centaine de personnes mais ces derniers ne seront pas des schémas définitifs et rigides sortis de la tête d'on ne sait quel décideur. Il s'agira d'une liste qui pourra susciter l'intérêt des organisations professionnelles, sans les culpabiliser ou les accabler, et dont elles pourront se saisir. Nous mettrons ces propositions en débat, nous les soumettrons à son éventuel enrichissement. Les jeunes nous diront ce qu'ils ont pensé de tout cela puisqu'ils témoigneront dans le cadre de vidéos. Pour cette soirée, il n'y aura pas, d'un côté, des gens qui savent et, de l'autre, des gens qui écoutent. Il s'agira d'un point d'étape essentiel pour bien comprendre qu'on est tous embarqués dans une même aventure : celle de l'agriculture, de l'économie agricole, du poids et de la richesse qu'elle représente en BFC.

■ Comment est née la démarche « Imaginer demain – Agir maintenant » ?

C. D. : « Le projet est né d'un échange au printemps 2022 avec la présidente du Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, Marie-Claire Dufrey. L'idée s'est ensuite concrétisée avec les questionnements suivants : comment vivons-nous l'évolution de l'agriculture sur notre territoire et qu'est-ce qui nous paraît souhaitable, utile, bénéfique ? A contrario, quels sont les schémas qui nous préoccupent et que nous ne souhaiterions pas voir s'installer ou devenir des marqueurs de l'évolution de l'agriculture ? J'ai senti qu'on pourrait s'appuyer sur les compétences internes à la Chambre régionale sous la houlette d'Anne Bronner, sa directrice, pour « orchestrer la machinerie » nécessaire à la réalisation de cette démarche et pour qu'elle ne se limite pas à un brassage d'idées vaines, des choses que j'ai un peu trop vues par le passé... Il a fallu travailler durement, avoir une méthode rigoureuse, pragmatique, pas trop conceptuelle, avec des exigences, et être capable de faire une course de fond pour un travail qui réclamait du temps. Je salue l'engagement de nos équipes, des élus, mais également de nombreux agriculteurs et de tout un écosystème lié à l'agriculture qui se sont très largement impliqués dans le projet, s'y sont intéressés et se sont pris au jeu avec enthousiasme... »

■ Que s'est-il passé en six mois ?

C. D. : « Nous avons diffusé six questionnaires. Celui destiné aux agriculteurs a été diffusé par les réseaux de la MSA, que je remercie, dans toutes les exploitations agricoles de BFC. Nous nous sommes aussi appuyés sur les réseaux de conseil, l'industrie agro-alimentaire, le secteur forestier, en travaillant avec l'ensemble des acteurs du monde agricole mais également Vitagora, les associations... Nous avons ouvert grand la porte des questionnements à des acteurs qui, parfois, ne se privent pas d'être assez incisifs envers nous. L'analyse des questionnaires donne des informations factuelles. Le rendu que nous allons faire le 27 juin sera tout aussi factuel. Nous nous sommes attachés à ce que l'analyse des questionnaires soit la plus objective possible. Le fait que 2 200 questionnaires aient été renseignés, c'est très significatif. La démarche n'est pas passée inaperçue. On a obtenu une « photographie » assez large du ressenti sur le terrain. On y trouve à la fois ce qui fait l'essence du monde agricole : la capacité à se dire que, même si on est confronté à des difficultés, l'année prochaine sera meilleure, mais on voit aussi des alertes sérieuses sur le sentiment d'écrasement face à la complexité administrative qui fait perdre le sens du métier. Les agriculteurs demandent du respect pour leur travail. On sent dans les questionnaires ce besoin de respect, de reconnaissance du travail des femmes et des hommes de la terre. Les gens n'ont pas peur de travailler mais il faut arrêter de les dénigrer ! Nous avons aussi organisé une journée de travail à Dijon fin mars, qui a réuni une centaine de personnes alors que nous en attendions 60. Elle a permis d'aboutir à des visions de consensus pour répondre à la manière dont on voit l'agriculture à court, moyen et long terme. Six groupes de travail se sont réunis entre le 4 et le 25 mai. Ils ont mobilisé 122 personnes. En parallèle, avec l'encadrement de l'Institut Agro Dijon, nous menons actuellement une analyse des politiques publiques agricoles des départements de BFC pour pouvoir les comparer et voir comment on peut les articuler les unes avec les autres, dans l'objectif d'accompagner au mieux les transformations auxquelles l'agriculture doit faire face. Il s'agit de réfléchir aux pistes d'amélioration dans le cadre du projet 2040. Il faut aussi rappeler que notre démarche a été suivie par

Deux invités d'honneur

La soirée du 27 juin, qui sera suivie d'un buffet convivial, donnera aussi l'occasion aux participants d'entendre deux personnalités d'exception invitées :

- un grand coach sportif en la personne d'Olivier Krumbholz, sélectionneur de l'équipe de France féminine de handball. Il livra son expérience sur l'intérêt et la force d'un collectif, conjugué à la performance individuelle. Un thème propice à l'établissement de parallèles avec la volonté d'établir une vision pour une agriculture diversifiée. « Pour moi, explique Christian Decerle, l'agriculture ne pourra pas faire face aux défis qui l'attendent sans une vision partagée, au sein du milieu agricole bien sûr, mais aussi, plus largement, avec les collectivités ».
- Un consultant, Bruno Cayzac, spécialiste de la sûreté des entreprises, de l'intelligence économique et de la prévention des risques. Il est colonel de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre il a participé à plusieurs opérations extérieures au sein de l'ONU et de l'OTAN, comme observateur militaire et dans le renseignement d'intérêt criminel et militaire.

deux personnalités politiques importantes : le député européen roumain et ancien commissaire européen chargé de l'agriculture et du développement rural Dacian Cioloș, et Julien Denormandie, ancien ministre de l'Agriculture. L'Itrac et l'enseignement supérieur agricole (Institut Agro Dijon) ont été des garants techniques qui ont validé nos méthodes de travail et l'avancée des travaux.

■ Quelles devraient être les suites à donner selon vous ?

C. D. : « Il faut qu'il y ait une appropriation, une adhésion, ce qui n'exclut pas la possibilité d'un regard critique. Mais tout cela ne sera que ce que l'on veut bien en faire, collectivement. Il ne faut pas que cela devienne un ennemi rapport sur les sujets agricoles qui ne servirait à rien. Le but c'est de mettre en mouvement une dynamique multi-partenariale. On voulait tenter, avec humilité, de mettre en place un chantier fournissant une belle occasion de rencontres entre la plupart des organisations professionnelles agricoles, auxquelles je tenais à associer l'enseignement professionnel agricole pour mobiliser les jeunes, et les acteurs concernés par cette question de l'avenir de l'agriculture dans notre région. Comme toujours lorsqu'on prend une initiative vous avez des gens que vous n'attendez pas et qui vous surprennent très positivement. Dans ce chantier, nous n'avons jamais perdu de vue l'impératif de laisser la possibilité à toute personne d'émettre un avis, d'apporter une contribution. C'était très important à nos yeux. Pour autant, je ne crois pas au « Grand soir » et à la métamorphose de l'agriculture de BFC, mais j'ai détecté, dans ce travail, une volonté

collective de nombreux acteurs, et notamment de beaucoup d'agriculteurs, de dire des choses très concrètes sur leur métier, leur avenir, leurs espoirs, mais aussi leurs difficultés et, quelques fois, leur souffrance. On n'est pas sur quelque chose de confidentiel : c'est suffisamment conséquent et argumenté pour être pris au sérieux, notamment par les élus politiques, l'administration, les décideurs... »

Propos recueillis Berty Robert

Soirée « Imaginer demain – Agir maintenant », samedi 27 juin de 18 heures à 21 heures à la salle Agora de Genlis, rue de Cassoy

La démarche en chiffres

- Dans le cadre du projet « Imaginer demain – Agir maintenant », le monde agricole de BFC au sein de 18 heures et 21 heures à la salle Agora de Genlis, rue de Cassoy
- 2 200 questionnaires
- 1812 agriculteurs ont répondu
- 37 opérateurs économiques
- 284 conseillers
- 74 organisations professionnelles agricoles
- 12 représentants de la filière forêt-bois
- 26 associations environnementales

La Terre de Chez Nous - Franche-Comté Belfort: « Une étape fondatrice pour l'avenir de notre agriculture régionale »



Pour Christian Decerle, la soirée de restitution des travaux du 27 juin doit être un moment fédérateur pour tout l'écosystème agricole.

« Une étape fondatrice pour l'avenir de notre agriculture régionale »

Publié le: 23 juin 2023

Mardi 27 juin, à Genlis, en Côte d'Or, aura lieu la restitution de six mois de travaux menés dans le cadre du projet « Imaginer demain – Agir maintenant » consacré à une réflexion de fond sur l'avenir de l'agriculture régionale, à l'horizon 2040. Christian Decerle, président de la Chambre régionale d'agriculture, revient sur l'esprit qui entoure ce travail. Il ne s'agit pas d'une « baguette magique » ou d'une feuille de route rigide, mais d'une démarche qui veut favoriser l'approche collective de grands enjeux.

Que va-t-il se passer le 27 juin à Genlis ?

Christian Decerle (C. D.) : Nous voulons être loyaux et fidèles à ce qui est ressorti des travaux. Nous voulons toucher un public le plus large possible. Le titre de la démarche c'est « Imaginer demain, agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis », le but n'est donc pas de brasser de l'air mais d'être pragmatique.

Cela intéresse évidemment tous les agriculteurs mais aussi l'amoort et l'aval de l'agriculture, l'enseignement professionnel, les médias...

Ce sera une soirée largement ouverte, un espace de dialogue et de partage. J'espère qu'on y verra des agriculteurs et leurs familles, des jeunes, des vétérinaires... Celles et ceux qui sont liés au sort futur de l'agriculture. On va recueillir les retours de plus de 2 200 questionnaires. On présentera les premières de plan d'actions, fruits d'une réflexion ayant mobilisé en quelques semaines plus d'une centaine de personnes mais ces derniers ne seront pas des schémas définitifs et rigides sortis de la tête d'un ne sait quel décideur. Il s'agit d'une liste qui pourra susciter l'intérêt des organisations professionnelles, sans les culpabiliser ou les nocbler, et dont elles pourront se saisir. Nous mettrons ces propositions en débat, nous les soumettrons à un éventuel enrichissement. Les jeunes nous diront ce qu'ils ont pensé de tout cela puisque ils témoigneront dans le cadre de vidéos.

Pour cette soirée, il n'y aura pas, d'un côté, des gens qui savent et, de l'autre, des gens qui écoutent. Il s'agira d'un point d'étape essentiel pour bien comprendre qu'on est tous embarqué dans une même aventure : celle de l'agriculture, de l'économie agricole, du poids et de la richesse qu'elle représente en BFC.

Comment est née la démarche « Imaginer demain – Agir maintenant » ?

C. D. : Le projet est né d'un échange au printemps 2022 avec la présidente du Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, Marie-Guite Dufay. L'idée s'est ensuite concrétisée avec les questionnements suivants : comment voyons-nous l'évolution de l'agriculture sur notre territoire et qu'est-ce qui nous paraîtrait souhaitable, utile, bénéfique ? A contrario, quels sont les schémas qui nous préoccupent et que nous ne souhaiterions pas voir s'installer ou devenir des marqueurs de l'évolution de l'agriculture ?

J'ai senti qu'on pourrait s'appuyer sur les compétences internes à la Chambre régionale sous la houlette d'Anne Brunier, sa directrice, pour « co-construire la machine » nécessaire à la réalisation de cette démarche et pour qu'elle ne se limite pas à un brassage d'idées vaines, des choses que j'ai un peu trop vues par le passé... Il a fallu travailler dur, avoir une méthode rigoureuse, pragmatique, pas trop conceptuelle, avec des exigences, et être capable de faire une course de fond pour un travail qui réclamait du temps. Je salue l'engagement de nos équipes, des élus, mais également du nombreux agriculteurs et de tout un écosystème lié à l'agriculture qui se sont très largement impliqués dans le projet, s'y sont intéressés et se sont pris au jeu avec enthousiasme.

Que s'est-il passé en six mois ?

C. D. : Nous avons diffusé six questionnaires. Celui destiné aux agriculteurs a été diffusé par les réseaux de la RMA, que je remercie, dans toutes les exploitations agricoles de BFC.

Nous nous sommes aussi appuyés sur les réseaux de conseil, l'industrie agroalimentaire, le secteur forestier, en travaillant avec l'ensemble des acteurs du monde agricole mais également Vignerons, les associations... Nous avons ouvert grand la porte des questionnements à des acteurs qui, parfois, ne se privent pas d'être assez incisifs envers nous.

L'analyse des questionnaires donne des informations factuelles. Le rendu que nous allons faire le 27 juin sera tout aussi factuel. Nous nous sommes attachés à ce que l'analyse des questionnaires soit la plus objective possible.

Le fait que 2 200 questionnaires aient été renseignés, c'est très significatif. La démarche n'est pas passée inaperçue. On a obtenu une « photographie » assez large du ressenti sur le terrain. On y trouve à la fois ce qui fait l'essence du monde agricole : la capacité à se dire que, même si on est confronté à des difficultés, l'année prochaine sera meilleure, mais on voit aussi des alertes sérieuses sur le sentiment d'être souvent face à la complexité administrative qui fait perdre le sens du métier.

Les agriculteurs demandent du respect pour leur travail. On sent dans les questionnaires ce besoin de respect, de reconnaissance du travail des femmes et des hommes de la terre. Les gens n'ont pas peur de travailler mais il faut arrêter de les dénigrer ! Nous avons aussi organisé une journée de travail à Dijon fin mai, qui a réuni une centaine de personnes alors que nous en attendions 60. Elle a permis d'aboutir à des visions de consensus pour répondre à la manière dont on voit l'agriculture à court, moyen et long terme.

Six groupes de travail se sont réunis entre le 4 et le 25 mai. Ils ont mobilisé 122 personnes. En parallèle, avec l'avancement de l'Institut Agro Dijon, nous mettons actuellement une analyse des politiques publiques agricoles des départements de BFC pour pouvoir les comparer et voir comment ont peut les articuler les unes avec les autres, dans l'objectif d'accompagner au mieux les transformations auxquelles l'agriculture doit faire face. Il s'agit de réfléchir aux pistes d'amélioration dans le cadre du projet 2040. Il faut aussi rappeler que notre démarche a été initiée par deux personnalités politiques importantes : le député européen roumain et ancien commissaire européen chargé de l'agriculture et du développement rural Dacian Cioloș, et Julien Denormandie, ancien ministre de l'Agriculture, l'Environnement et l'enseignement supérieur agricole (Institut Agro Dijon) ont été des garants techniques qui ont validé nos méthodes de travail et l'avenir de ces travaux. (...)

BR

© The Financial Times Limited - 2010.

Genlis (Côte-d'Or) / Bourgogne

Le monde agricole trace des pistes pour son avenir

Fin novembre 2022 à Dijon, la Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne Franche-Comté avait lancé un vaste chantier de réflexion prospective. Objectif : tracer les contours d'un « avenir désirable » pour le monde agricole. Baptisée "Imaginer demain, agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis", l'opération a été menée sur un peu plus de six mois par de nombreux représentants de l'agriculture régionale et de ses partenaires.

Damien Valette - Hier à 19:09 | mis à jour hier à 19:42 - Temps de lecture : 1 min



01 / 04

L'équipe de la Chambre régionale d'agriculture a présenté les principaux résultats c

Ce mardi à Genlis en Côte-d'Or, les participants ont tiré les conclusions de leurs travaux, en présence de quelque 300 participants, au premier rang desquels la présidente de la Région BFC Marie-Guyte Dufay et le président de la Chambre d'agriculture BFC Christian Decerle.

Les résultats de [la grande enquête menée dans le cadre de cette opération](#) ont été dévoilés. Ils retracent l'état d'esprit de 2245 répondants, dont plus de 1800 agriculteurs de la région.

Des pistes d'actions concrètes ont été présentées pour adapter l'offre de conseil et de formation pour les agriculteurs, assurer le renouvellement des générations, conforter les filières économiques en région, assurer une juste rémunération des agriculteurs, rendre compatibles les défis environnementaux et la souveraineté alimentaire, renforcer la collaboration entre acteurs des territoires ruraux, et enfin restaurer un dialogue apaisé entre agriculteurs et société.

Bourgogne Franche-Comté

Agriculteur : une profession qui n'a pas le moral

La Chambre d'agriculture Bourgogne Franche-Comté vient de rendre les résultats d'une enquête qualitative sur l'agriculture dans notre région. Elle s'est intéressée au ressenti des agriculteurs sur leur situation, leurs conditions de vie sur les dix dernières années, et quelle confiance ils expriment envers l'avenir, pour les dix prochaines années. La Chambre d'agriculture présente ces résultats en catégorisant onze secteurs agricoles différents. On constate que, si globalement la tendance n'est pas très joyeuse chez nos agriculteurs, quelques-uns ont quand même un peu plus la patate que d'autres. A l'inverse des viticulteurs qui, sur ces dix dernières années ou sur leur avenir, n'ont vraiment pas le moral.

Le Journal de Saône et Loire - Aujourd'hui à 11:00 | mis à jour aujourd'hui à 11:47 - Temps de lecture : 1 min



Le changement climatique impacte fortement le moral des viticulteurs. Photo LBP/Thibault Simonnet

 A Flourish chart

- **France Bleu Bourgogne : 28/06/2023 – L'invité du 6/9**
De moins en moins d'agriculteurs en Bourgogne par Thibault Renaud, secrétaire général des JA 71
<https://www.francebleu.fr/emissions/l-invite-du-6-9-de-france-bleu-bourgogne/de-moins-en-moins-d-agriculteurs-en-bourgogne-thibault-renaud-secretaire-general-des-ja-de-saone-et-loire-6125622>
- **Le Bien Public : 29/06/2023 (page 1)**

2 **Actu** Côte-d'Or et région

Bourgogne Franche-Comté

Le monde agricole régional de

C'est une tâche de longue haleine que vient d'achever le monde agricole régional. Sept mois d'enquête, de réflexion, de groupes de travail, de définition des actions concrètes à mettre en œuvre. « Imaginer demain, agir maintenant » était la phrase clé de cette démarche volontariste lancée par la Région Bourgogne Franche-Comté et mise en œuvre par la Chambre régionale d'agriculture. Ce mardi à Genlis, en Côte-d'Or, quelque 300 représentants des agriculteurs, des organismes professionnels et de leurs partenaires se sont réunis pour présenter la conclusion de ces travaux, présentée dans un document de 100 pages regroupant l'état des lieux et les pistes d'avenir.

Une conclusion ? Pas franchement. Parce qu'une fois le constat fait - les agriculteurs sont passionnés par leur métier mais font face à de nombreuses difficultés - et les évolutions souhaitables déterminées, il faudra entrer dans le concret. Avec des limites non négligeables. La Région a certes quelques outils en main dans ce domaine, mais les principaux leviers sont actionnés au niveau national et surtout européen, avec la fameuse Politique agricole commune qui vient d'être redéfinie pour la période 2023-2027. Vaste défi. Mais la démarche entreprise a déjà eu un premier effet positif : fédérer le monde agricole régional autour d'un même plan d'actions.

• Dossier : Damien Valette



La saison des moissons (ici à Lalvaux) bat son plein. Photo: Edoard Roussel

« Ce document n'est pas fait pour s'empoussiérer »



Près de 300 représentants du monde agricole se sont réunis ce mardi à Genlis, en Côte-d'Or, pour tirer les conclusions du travail prospectif réalisé depuis sept mois afin de tracer des pistes d'avenir pour l'agriculture de la région. Photo Damien Valette

« Un travail complet, très approfondi, global, qui dépasse les limites du monde agricole » : en conclusion la synthèse des sept mois de travaux de la Chambre régionale d'agriculture et de ses partenaires, le préfet de Région Franck Robine a délivré un satisfecit. Le représentant de l'État a assuré que ce dernier sera aux côtés des agriculteurs, puisqu'il faut à présent « se retrouver les manches » pour mettre en œuvre la soixantaine d'actions concrètes préconisées par le rapport final (lire par ailleurs). Juste avant, la présidente

de la Région Bourgogne Franche-Comté avait aussi tenu à mobiliser et à rassurer : « Le temps est aux actes. J'ai senti la grande fierté de vos métiers, le partage, tout comme vos inquiétudes. Je suis avec vous dans ce combat pour la souveraineté alimentaire. Malgré les difficultés financières que connaît la Région à cause de l'inflation, le seul budget qui n'en pâtit pas, c'est celui de l'agriculture. La confiance que nous avons su établir entre la Région et la Chambre d'agriculture permettra de prendre à bras-le-corps le combat qu'il reste à mener. »

« Face aux multiples défis de l'agriculture, il est important d'esquisser une vision », a déclaré de son côté Christian Decerle.

« Pas le "Grand soir" de l'agriculture »

Le président de la Chambre régionale d'agriculture a joué le travail réalisé « par une profession qui s'est prise au jeu en mobilisant pendant sept mois son énergie, son enthousiasme et sa passion. Ce document n'est pas fait pour s'empoussiérer dans une armoire. Il mérite d'être lu et relu attentivement. Les 60 propositions ne sont certes pas le "Grand soir" de l'agriculture des 20 prochaines années, mais il y a de quoi faire son marché parmi beaucoup de choses intéressantes. Reste la question de l'appropriation, qui est nécessaire. L'idéal serait que le collectif s'en empare ».

Échanges avec les associations environnementales

« Nous avons eu à cœur d'écouter aussi les courants de pensées différents des nôtres, s'est félicité Christian Decerle, en évoquant les échanges avec des associations environnementales et de consommateurs. L'écoute a été respectueuse dans les deux sens. »

La parole a aussi été donnée à la salle, l'animateur demandant aux participants, en une formule, de dire comment il voyait l'agriculture régionale en 2040. Petit florilège des réponses : « Ne pas importer ce que l'on peut produire ici ; refaire davantage de maraîchage ; produire local ; une agriculture reprise en main par les agriculteurs ; créative, innovante et performante ; moderne et authentique ».

► La réponse web

Un jeune de votre entourage veut devenir agriculteur, vous...

l'encouragez 64 %

l'en dissuadez 36 %

Vous avez été 2 390 à répondre sur lesls.com

ssine son avenir en 2040

Les agriculteurs de Bourgogne Franche-Comté

Un moral mi-figue mi-raisin



Un catalogue d'actions à mettre en œuvre

Au risque de décevoir, sept mois de travail intense ne pouvaient se contenter d'un constat détaillé avec de bonnes intentions à la clé. Articulées autour de six thèmes, 62 pistes d'actions concrètes sont donc préconisées dans le rapport final. En voici une sélection.

Repenser et adapter l'offre de conseil et de formation au bénéfice des agriculteurs

- Chaque exploitant devrait être contacté 5 ans après son installation puis tous les 10 ans pour faire des points d'évolution de carrière sur mesure, basés sur une écoute active de l'agriculteur sur ses attentes, ses besoins, ses difficultés.

- Une structure employeuse de salariés formés pour réaliser des tâches administratives pourrait être créée

dans chaque département, à même de proposer aux agriculteurs le souhaitant un salarié administratif à temps partagé entre plusieurs adhérents.

Assurer le renouvellement des générations face aux départs massifs programmés d'agriculteurs

- La profession agricole pourrait créer des groupes d'employeurs mettant en relation employeurs et salariés, en perspective de reprises d'exploitation ou d'installations comme associé.

- Chaque territoire devrait être en capacité de présenter, à tout nouvel arrivant ou potentiel, arrivant ses atouts, ses points de vulnérabilité, ses opportunités et ses perspectives de développement agricole.

Conforter nos filières économiques agricoles en région et assurer une juste rémunération des agriculteurs

- Un fonds d'investissement agricole et agroalimentaire, géré par la profession agricole, permettrait de maintenir les centres de décisions des entreprises agroalimentaires en région.

- L'autonomie vis-à-vis du réseau d'eau potable devrait être renforcée, via l'économie d'eau, l'optimisation de son utilisation, et la recherche de nouvelles sources.

Rendre compatibles les défis environnementaux (changement climatique, eau et biodiversité) et la souveraineté alimentaire

- Les agriculteurs devraient être plus accompagnés dans la diversification

des cultures et des modes de production dans les zones situées à proximité des points de captage.

- La création d'une formation sur la gestion qualitative et quantitative de l'eau permettrait aux agriculteurs de mieux objectiver les besoins et les trajectoires de réduction des usages, et les leviers d'action pour renforcer la protection de la qualité de l'eau.

Renforcer la collaboration entre acteurs des territoires ruraux

- Les territoires devraient se doter de documents d'urbanisme identifiant les espaces potentiels d'installations d'infrastructures de production d'énergie de type cadastre solaire ou éolien.

- Il pourrait être mis en place un comité de pilotage

régional opérationnel multipartenarier pour renforcer l'approvisionnement de la restauration collective publique en région à partir de produits locaux et justement rémunérés.

Restaurer un dialogue apaisé entre agriculteurs et société

- Des espaces d'échanges et de débats entre les citoyens et les agriculteurs, avec une réelle animation, permettraient de sortir des clivages et se rassembler autour d'enjeux communs (environnement, produits locaux, qualité...).

- Une campagne de communication sur les métiers de l'agriculture, autant des salariés, permettrait de replacer l'agriculteur au centre de la vie de tous les citoyens.

Bourgogne-Franche-Comté

L'agriculture régionale sème pour demain

Quel visage aura l'agriculture régionale en 2040 ? Plus de 2 200 professionnels, associatifs, étudiants ont contribué à une réflexion d'une ampleur inédite dont découle une soixantaine de « pistes d'actions concrètes ». Il ne reste plus qu'à...

Le lapsus du préfet de région, Franck Robine, résume en un mot l'essence de cette œuvre introspective et collective que vient d'échafauder le monde agricole régional : « Il faut qu'on en diffuse le contenu bien au-delà des agriculteurs, c'est le sens de ce travail pour l'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté, un travail pour l'avenir de la région, pour la société tout en terre... entière ».

Renouvellement de générations

C'est ce sillon semé d'espoir et d'une soixantaine d'actions concrètes, nourries par les observations, réflexions, inquiétudes et motivations de plus de 2 200 personnes, que viennent de tracer les acteurs de ce secteur d'activité qui peut s'enorgueillir de posséder des races bovines, des AOP fromagères, des climats connus dans le monde entier. Mais « ne peut plus dire qu'il n'est pas au courant du réchauffement climatique et des effets des pesticides ». Et doit rédiger une feuille de route, la plus objective et fertile, pour se projeter efficacement et amorcer avec sérénité son renouvellement de générations. « Les exploitants de 55 ans ou plus, qui sont déjà ou pourront être concernés par l'ouverture des droits à la retraite dans la décennie à venir, représentent désormais 38,2 % des effectifs, soit 5,6 points de plus qu'en 2010 », alerte le recensement agricole de 2020.



Avec un riche programme d'actions à mettre en œuvre d'ici 2040, l'agriculture régionale espère que l'herbe sera plus verte demain. Photo David Hanisch

« C'est le temps des actes »

« Cette réalisation permet de donner la température réelle du ressenti des uns et des autres », exprime avec conviction le président de la

chambre régionale d'agriculture, Christian Decerle, qui a pu compter sur le soutien de la Région, de l'Inrae et de l'État, pour faire mûrir ce « fruit de compétences croisées, ce matériau d'une richesse extraordinaire ». Qu'il va falloir rendre opérationnel pour convaincre la société. « C'est le temps des actes », a garanti Marie-Guite Dufay, ce mardi 27 juin à l'Agora de Genlis, devant une assemblée de quelque 300 personnes. « Ce chemin est un chemin de combat ».

Les agriculteurs, qui aspirent à « devenir des chefs d'entreprise sereins et épa-

noués », savent se retrousser les manches. Cette fois, ils s'en donnent les moyens. Et attendent une prise de conscience générale, une « intelligence collective » pour concrétiser les six grandes thématiques retenues : « Repenser et adapter l'offre de conseil et de formation au bénéfice des agriculteurs ; assurer le renouvellement des générations face aux départs massifs programmés ; conforter nos filières économiques agricoles en région et assurer une juste rémunération ; rendre compatibles les défis environnementaux et la souveraineté

2 200

Le nombre de professionnels, membres d'associations et étudiants ayant contribué à l'élaboration du programme d'actions.

alimentaire : renforcer la collaboration entre acteurs des territoires ruraux ; et restaurer un dialogue apaisé entre agriculteurs et société ».

« Se servir de tous les petits cailloux »

Invité prestigieux de cette soirée de présentation, l'entraîneur de l'équipe de France de handball médaillée olympique, Olivier Krumbholz, a opportunément tracé quelques parallèles avec son domaine de prédilection : « Lorsque l'on n'est pas dans une dynamique de progrès, on meurt ! » Pour atteindre ses objectifs, « il faut se servir de tout. Des victoires, des défaites, qu'il faut savoir accueillir sur un même front, sinon vous ne pouvez pas structurer une réussite. Et pour réussir, il faut se servir de tous les petits cailloux qu'il y a sur votre chemin ».

Et s'appuyer sur la force du collectif et de la persuasion. Les agriculteurs de Bourgogne-Franche-Comté ont l'intention de « raconter de belles histoires ». Une partie du scénario vient d'être écrite...
● Eric Barbier

« Ce travail a de la gueule ! »

Questions à ▶ Christian Decerle, président de la chambre régionale d'agriculture

Le président de la chambre régionale d'agriculture, Christian Decerle, joue la transversalité du travail accompli. Maintenant, « tout reste une question d'adhésion humaine, de détermination collective, de constance dans l'exercice de la responsabilité ».

Pour ce travail, ce matériau riche comme vous le qualifiez, vous parlez d'une méthode « fait maison », qu'est-ce que cela signifie ?

« La tendance est de travailler en tuyaux d'orgue, chacun dans sa spécialité. Je pense, à l'inverse, qu'il fallait remettre de la transversalité. Le fruit de ce travail est un croisement d'idées, de constitution de groupes quelquefois atypiques avec des sensibi-

lités diverses. « Vous tenez à cette diversité, à cette objectivité dans le raisonnement ?

« On sent bien que les postures sur lesquelles chacun, de part et d'autre, s'arc-boute, sont une voie sans issue. On avait à cœur que des courants de pensée différents puissent s'exprimer. Ces travaux ont eu lieu avec une écoute respectueuse et respectueuse. »

Commence aujourd'hui une phase d'appropriation ?

« Il y a du matériau dans le document. Qu'en sera-t-il fait ? Tout reste une question d'adhésion humaine, de détermination collective, de constance dans l'exercice de la responsabilité et la mise en œuvre d'un tel projet. Ce



document peut permettre à chacun de faire son marché, cela peut être un support de réflexion personnelle, collective...
Vous avez parlé de trajectoire clarifiée...

« 2200 retours, cela permet de ne pas parler en l'air. Comme cela a été expertisé sérieusement, déossé, passé au scanner, il y a quelque part un état des lieux objectif. Ce que pense l'écosystème agricole de cette région. Cela a abouti à une soixantaine de propositions. »

D'engagements, pour peser auprès des élus ?

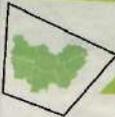
« Certes, il y a un cadre européen sur lequel, localement, on n'a pas la main. Un cadre national qui s'impose à tous. Et l'écheion régional pour lequel on dispose de marges de manoeuvre et de possibles effets leviers. Ce travail, je l'espère, inspirera la réflexion du politique. Au regard de ce que nous avons livré, conduire à porter l'effort des politiques en région plutôt sur telle direction ou tel dispositif. La classe politique, et je le dis avec humilité, ce qui n'écarte pas une forme d'ambition, dispose là d'une

boussole. Ce travail a de la gueule ! »

On a senti que le monde agricole avait d'énormes progrès à faire en matière de communication...

« On est sur le ring, en permanence le dos dans les cordes... Je pense sincèrement que dans les nombreuses réussites que le monde agricole a su générer, le sujet de la communication reste cruellement en souffrance et aujourd'hui sans réponse satisfaisante. Nous ne réussissons pas à nous doter des moyens, des compétences, du savoir-faire pour rééquilibrer les choses. Le sujet est identifié, les agriculteurs globalement souffrent de différentes attaques et de la médiatisation assez généreuse de ces critiques et restent pour le moment assez démunis, malgré ce crédit important par rapport à leur savoir-faire, à leurs produits... »

● Hervé Bill par Fr. B.



RÉGION

// IMAGINER DEMAIN - AGIR MAINTENANT

Il y a eu du travail de fait !

Fin juin, la soirée de restitution des six mois de travail consacrés à imaginer l'agriculture régionale de 2040 et les conditions de sa mise en œuvre était organisée à Genlis, en Côte-d'Or. L'important investissement d'une multitude d'acteurs régionaux doit maintenant se traduire de manière concrète sur plusieurs points.

Depuis novembre 2022 et le lancement de la démarche « Imaginer demain – Agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis », Christian Decerle, le président de la Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) n'a cessé de le rappeler : cette démarche ne doit pas déboucher sur un énième rapport rangé au fond d'un placard. De fait, il serait très décevant de constater que l'implication d'un grand nombre d'acteurs régionaux (agriculteurs, techniciens de Chambre, enseignants, étudiants, élus, chercheurs...) dans les travaux menés depuis six mois, dans le cadre d'ateliers, de réunions de groupes, ou dans le résultat de l'analyse de plus de 2000 questionnaires remplis, reste lettre morte. À Genlis, en Côte-d'Or, le 27 juin, devant 300 personnes rassemblées à la salle Agora, Christian Decerle tenait à le souligner : « c'est le travail d'une profession qui s'est prise au jeu. Il ne s'agit pas du « Grand soir » de l'agriculture, mais, si on a la volonté de mettre ces propositions en musique, il y a matière à donner espoir aux agriculteurs. Il faudra s'approprier ce travail. Il y a la véritable attente d'une trajectoire clarifiée ».

Un avenir lisible

Une vision, un axe, c'est ce qui manque beaucoup aujourd'hui en agriculture comme dans tout un tas d'autres aspects de la vie socio-économique en France, alors, si le rapport d'une centaine de pages qui était présenté ce soir-là permet déjà d'ouvrir une perspective, il aura au moins partiellement atteint son but. Marie-Guite Dufay, la présidente du Conseil régional de BFC, présente également, affirmait partager la fierté du monde agricole à travers ce travail. « Je partage aussi vos inquiétudes » ajoutait celle qui, 15 jours plus tôt, lors de la Conférence régionale agricole, avait dû faire face à l'expression de la colère des



Christian Decerle, président de la Chambre régionale d'agriculture de BFC, a remis le rapport à la présidente du Conseil régional, Marie-Guite Dufay.

jeunes agriculteurs quant aux difficultés de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (voir Terres de Bourgogne N° 1737). C'est donc sous le regard des deux invités d'honneur de cette soirée, (Olivier Krumbholz, entraîneur de l'équipe de France féminine de handball, multimédaillée, et Bruno Cayzac, colonel de gendarmerie et ancien directeur de la sûreté mondiale chez Danone) qu'ont été présentées quelques-unes des conclusions du travail de réflexion sur l'avenir de notre agriculture, et quelques pistes qui permettront peut-être de maintenir et de développer une agriculture capable de réaliser la quadrature du cercle entre attractivité professionnelle, viabilité économique, acceptation sociétale et prise en compte du changement climatique...

60 propositions

60 propositions émergent donc dans le rapport présenté. Impossible, bien évi-

demment, de toutes les présenter ici mais, à compter du 14 juillet, toutes les semaines, nous mettrons en lumière l'une d'entre elles, qui aura émané des agriculteurs, des conseillers de Chambres d'agriculture, des opérateurs économiques, du secteur des forestiers ou du milieu associatif. Vous pouvez néanmoins percevoir les grandes lignes de certaines dans l'encadré proposé dans cette page. Incontestablement, il y a eu du travail de fait, cela était reconnu lors des échanges qui ont eu lieu avec la salle. Christian Decerle a insisté sur le rôle moteur, en l'espèce, d'Anne Bronner, la directrice de la Chambre régionale, et des équipes placées sous sa responsabilité. « Il était important, à nos yeux, précisait-elle, que ce projet soit porté en interne par les services des Chambres, plutôt que confié à un cabinet externe ». La question qui se posait inévitablement au terme de cette soirée était la suivante : et maintenant ? Fort justement, la dernière page du rapport comporte un texte intitulé « Épilogue



Des échanges ont eu lieu avec la salle.

(En forme de préliminaire...) « On est donc bien à la fin du début de quelque chose et la volonté de participer à la réflexion globale, qui s'est exprimée depuis six mois donne envie d'y croire, en grande partie parce qu'il faut que le monde agricole se réapproprie ce qu'il est et la manière dont on peut parler de lui. Bruno Cayzac le remarquait : « J'ai

parfois l'impression que l'agriculture se fait voler la vedette et ne parvient pas à valoriser ce qu'elle fait de bien ». Une invitation à redevenir le messager, plutôt qu'à subir le message...

Béry Robert

Des pistes à creuser...

Parmi les très nombreuses propositions d'actions portées par le rapport afin de permettre à l'agriculture de BFC de se projeter dans les quinze ans qui viennent, en voici quelques-unes :

- Transmettre les exploitations sur des bases qui feraient plus appel à la valeur économique qu'à la valeur patrimoniale
- Ne pas subir son travail, en rester maître
- Promouvoir les formes d'agriculture sociétales
- Nécessité d'accueillir « à bras ouverts » dans nos territoires les personnes attirées par la profession agricole
- Mieux anticiper pour réussir les transmissions
- Disposer d'un réseau d'accompagnateurs qualifiés pour les transmissions
- Créer des groupements d'employeurs à vocation de transmission
- Garantir un statut aux porteurs de projet d'installation
- Partager une vision économique de l'agriculture régionale
- Création d'un club d'acteurs économiques liés à l'agriculture, et même d'un fonds d'investissement, complémentaire à celui mis en place par le Conseil régional
- Mieux accompagner les projets agricoles controversés
- Accompagner l'agriculture vers plus d'autonomie vis-à-vis des réseaux d'adduction d'eau potable
- Évaluer précisément les besoins en eau des exploitations agricoles
- Créer un inventaire de connaissances des plantations arborées en BFC
- Faire évoluer les formations agricoles dans un sens où l'on supprimerait les frontières artificielles entre productions animales et productions végétales
- Permettre aux agriculteurs de faire des points réguliers sur leur carrière, afin qu'ils puissent, si nécessaire, prendre du recul par rapport à leur projet global et le faire évoluer
- Mettre en place dans chaque département une structure employeuse de main-d'œuvre qui serait chargée d'alléger le travail administratif des agriculteurs
- Développer des opérations d'autoconsommation énergétique collectives
- Mettre en place des commissions agricoles et forestières locales, pour un partage d'expériences adapté aux besoins et aux réalités des territoires
- Mettre en place un comité de pilotage afin de développer la restauration collective régionale.



Sur scène, symboliquement, étaient représentés tous les secteurs qui ont contribué à cette réflexion sur l'avenir de l'agriculture régionale.

VENDREDI 14 JUILLET 2023 - TERRES DE BOURGOGNE - N° 1740

ACTUALITÉS 09

RÉGION

// AVENIR DE L'AGRICULTURE

Un futur en rose ou en gris ?

À la suite de la présentation du rapport « Imaginer demain – Agir maintenant » qui concrétise les réflexions et les axes de développement possibles pour l'agriculture régionale à l'horizon 2040, nous entamons une série d'articles sur les idées qui émergent. Premier épisode: le constat des agriculteurs sur leur situation aujourd'hui, et ce qu'ils imaginent pour les dix prochaines années.

Avant d'imaginer ce que pourrait être l'agriculture de Bourgogne Franche-Comté (BFC) en 2040, il semble important de regarder d'où l'on part. Le rapport « Imaginer demain – Agir aujourd'hui », fruit d'un travail lancé conjointement par le Conseil régional de BFC et la Chambre régionale d'agriculture, avec de nombreux partenaires, revient sur la manière dont les agriculteurs de la région perçoivent leur situation actuelle. Sur les 1300 personnes qui ont renseigné le questionnaire permettant d'établir une sorte d'état des lieux, la proportion entre ceux qui estiment que leur situation s'est améliorée ces dix dernières années et ceux qui considèrent au contraire qu'elle s'est dégradée est à peu près équivalente. Les points pris en compte sont relatifs à la situation économique, à la qualité de vie, aux conditions de travail, au collectif, au sens du métier et au lien avec la société. Les conditions d'amélioration de la situation économique ont pu reposer sur des investissements, du collectif, de la réorganisation, l'accès à des filières plus rémunératrices et mieux organisées. Cela a pu avoir un effet positif sur les conditions de travail et la qualité de vie. Dans le cas du sentiment d'une dégradation de la situation globale, l'économie joue aussi un rôle. Augmentation des charges, diminution des aides... Une charge de travail disproportionnée par rapport au revenu qui en découle est un fait marquant.

Dégradation des rendements, pression sociétale

Lourdeurs administratives et réglementaires sont aussi pointées du doigt. Dans un autre registre, la désillusion peut aussi venir d'un constat de dégradation sur les productions agricoles (rendements, problématiques sanitaires...) en lien avec les effets du changement climatique. Enfin, la pression sociétale et médiatique est parfois très mal vécue. Les agriculteurs qui ont répondu au questionnaire sur le constat lié à l'évolution de la situation depuis dix ans se partagent donc entre point de vue positif et négatif. C'est dans les cultures de fruits ou autres cultures permanentes qu'on trouve les constats les plus positifs. À l'inverse, les viticulteurs sont les plus nombreux à considérer que la situation s'est dégradée. Qu'en est-il pour leur vision quant à l'avenir, et notamment, sur la prochaine décennie ? Là, clairement, un certain pessimisme

prévalait (59 % des répondants). Et là aussi, les critères qui nourrissent ce pessimisme sont de même nature : situation économique, mauvaise qualité de vie, surcharge administrative, diminution des rendements, aléas climatiques et rapports dégradés avec la société.

Pessimisme dans l'élevage

C'est auprès des éleveurs porcins et de volailles qu'on trouve le plus de pessimistes pour l'évolution attendue sur les dix prochaines années (71 %) alors que les représentants des cultures de fruits ou autres cultures permanentes sont, une fois de plus, relativement optimistes, pour 60 % des répondants. En grandes cultures ou en bovins viande on s'affirme plutôt pessimistes (respectivement 59 % et 58 %). C'est encore plus affirmé en bovins lait (63 %). Seuls les éleveurs bovins lait et viande combinés s'affirment majoritairement très confiants ou plutôt confiants en l'avenir, pour 56 %. Dans notre prochain épisode, nous aborderons les solutions mises en place par les agriculteurs ces cinq dernières années afin d'améliorer leur situation.



Berty Robert

Le monde de l'élevage, mais aussi les grandes cultures, n'apparaissent pas particulièrement optimistes quant aux évolutions attendues pour la prochaine décennie.

// IMAGINER DEMAIN - AGIR MAINTENANT

Il y a eu du travail de fait !

Fin juin, la soirée de restitution des six mois de travail consacrés à imaginer l'agriculture régionale de 2040 et les conditions de sa mise en oeuvre était organisée à Genlis, en Côte-d'Or. L'important investissement d'une multitude d'acteurs régionaux doit maintenant se traduire de manière concrète sur plusieurs points.

Depuis novembre 2022 et le lancement de la démarche « Imaginer demain - Agir maintenant. Ensemble vers 2040 : des territoires dynamiques, des agriculteurs épanouis », Christian Decerle, le président de la Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) n'a cessé de le rappeler : cette démarche ne doit pas déboucher sur un énième rapport rangé au fond d'un placard. De fait, il serait très décevant de constater que l'implication d'un grand nombre d'acteurs régionaux (agriculteurs, techniciens de Chambre, enseignants, étudiants, élus, chercheurs...) dans les travaux menés depuis six mois, dans le cadre d'ateliers, de réunions de groupes, ou dans le résultat de l'analyse de plus de 2000 questionnaires remplis, reste lettre morte. A Genlis, en Côte-d'Or, le 27 juin, devant 300 personnes rassemblées à la salle Agora, Christian Decerle tenait à le souligner : « C'est le travail d'une profession qui s'est prise au jeu. Il ne s'agit pas du « Grand soir » de l'agriculture, mais, si on a la volonté de mettre ces propositions en œuvre, il y a matière à donner espoir aux agriculteurs. Il faudra s'approprier ce travail. Il y a la véritable attente d'une trajectoire clarifiée ».

Un avenir lisible

Une vision, un axe, c'est ce qui manque beaucoup aujourd'hui en agriculture comme dans tout un tas d'autres aspects de la vie socio-économique en France, alors, si le rapport d'une centaine de pages qui était présenté ce soir-là permet déjà d'ouvrir une perspective, il aura au moins partiellement atteint son but. Marie-Guite Dufay, la présidente du Conseil régional de BFC, présente également affirmait parta-



Christian Decerle, président de la Chambre régionale d'agriculture de BFC, a remis le rapport à la présidente du Conseil régional, Marie-Guite Dufay.

ger la fierté du monde agricole à travers ce travail. « Je partage aussi vos inquiétudes » ajoutait celle qui, 15 jours plus tôt, lors de la Conférence régionale agricole, avait dû faire face à l'expression de la colère des jeunes agriculteurs quant aux difficultés de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader). C'est donc sous le regard des deux invités d'honneur de cette soirée, (Olivier Krumbholz, entraîneur de l'équipe de France féminine de handball, multi-médaille, et Bruno Cayzac, colonel de gendarmerie et ancien directeur de la sûreté monde chez Danone) qu'ont été présentés quelques-unes des conclusions du travail de réflexion sur l'avenir de notre agriculture, et quelques pistes qui permettent peut-être de maintenir et de développer une agriculture capable de réaliser la quadrature du cercle entre attractivité professionnelle, viabilité économique, acceptation sociale et prise en compte du changement climatique...

60 propositions

60 propositions émergent donc

du rapport présenté. Impossible, bien évidemment, de toutes les présenter ici mais, à compter du 14 juillet, toutes les semaines, nous mettrons en lumière l'une d'entre-elles, qui aura émané des agriculteurs, des conseillers de Chambres d'agriculture, des opérateurs économiques, du secteur des forestiers ou du milieu associatif. Vous pouvez néanmoins percevoir les grandes lignes de certaines dans l'encadré proposé dans cette page. Incontestablement, il y a eu du travail de fait, cela était reconnu lors des échanges qui ont eu lieu avec la salle. Christian Decerle a insisté sur le rôle moteur, en l'espèce, d'Anne Bronner, la directrice de la Chambre régionale, et des équipes placées sous sa responsabilité. « Il était important, à nos yeux, précisait-elle, que ce projet soit porté en interne par les services des Chambres, plutôt que confié à un cabinet externe ». La question qui se posait inévitablement au terme de cette soirée était la suivante : et maintenant ? Fort justement, la dernière page du rapport comporte un texte intitulé « Epilogue (En forme de

Des pistes à creuser...

Parmi les très nombreuses propositions d'actions portées par le rapport afin de permettre à l'agriculture de BFC de se projeter dans les quinze ans qui viennent, en voici quelques une

- Transmettre les exploitations sur des bases qui feraient plus appel à la valeur économique qu'à la valeur patrimoniale
- Ne pas subir son travail, et rester maître
- Promouvoir les formes d'agriculture sociétales
- Nécessité d'accueillir « à bras ouverts » dans nos territoires les personnes attirées par la profession agricole
- Mieux anticiper pour faciliter les transmissions
- Disposer d'un réseau d'accompagnateurs qualifiés pour les transmissions
- Créer des groupements d'employeurs à vocation de transmission
- Garantir un statut aux porteurs de projet d'installation
- Partager une vision économique de l'agriculture régionale
- Création d'un club d'acteurs économiques liés à l'agriculture, et même d'un fonds d'investissement, complémentaire à celui mis en place par le Conseil régional
- Mieux accompagner les projets agricoles controversés
- Accompagner l'agriculture vers plus d'autonomie vis-à-vis des réseaux d'adduction d'eau potable
- Evaluer précisément les besoins en eau des exploitations arborées
- Créer un inventaire de connaissance des plantations arborées en BFC
- Faire évoluer les formations agricoles dans un sens où l'on supprimerait les frontières artificielles entre productions animales et productions végétales
- Permettre aux agriculteurs de faire des points réguliers sur leur carrière, afin qu'ils puissent, si nécessaire, prendre du recul par rapport à leur projet global et le faire évoluer
- Mettre en place dans chaque département une structure employeuse de main-d'œuvre qui serait chargée d'alléger le travail administratif des agriculteurs
- Développer des opérations d'auto-consommation énergétique collectives
- Mettre en place des commissions agricoles et forestières locales, pour un partage d'expériences adapté aux besoins et aux réalités des territoires
- Mettre en place un comité de pilotage afin de développer la restauration collective régionale.

préliminaire...) » On est donc bien à la fin du début de quelque chose et la volonté de participer à la réflexion globale, qui s'est exprimée depuis six mois donne envie d'y croire, en grande partie parce qu'il faut que le monde agricole se réapproprie ce qu'il est et la manière dont on peut

parler de lui. Bruno Cayzac le remarquait : « J'ai parfois l'impression que l'agriculture se fait voler la vedette et ne parvient pas à valoriser ce qu'elle fait de bien ». Une invitation à redevenir le messager, plutôt qu'à subir le message...

Berty Robert

// DÉBAT

La RSE, moteur possible pour l'agroécologie

La Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) peut-elle contribuer à favoriser le développement de l'agroécologie ? C'était toute la question posée le 2 juin lors d'une rencontre organisée à l'Institut Agro Dijon.

La Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est une notion aujourd'hui bien implantée. Ses mises en œuvre sont diverses mais personne ne peut nier qu'il s'agit d'un élément important, en termes de recrutements, de marchés ou de relations avec des fournisseurs. Conditions de travail, respect de l'environnement, éthique figurent parmi les composantes de cette RSE et il est normal qu'en agriculture aussi, on se penche sur ces aspects. C'était l'objet d'une rencontre organisée le 2 juin à l'Institut Agro Dijon. L'ambition était de réfléchir à la manière dont les démarches RSE peuvent servir de levier à la transition agroécologique. Deux enseignants et chercheurs de

l'Institut Agro sont à l'initiative de l'événement : Leslie Carnoye et Olivier Rat-Aspert. « On a le sentiment, explique Leslie Carnoye, que les questions de RSE sont plutôt portées par l'agroécologie parle plutôt au secteur agricole. Nous voulions croiser les deux approches pour montrer les transversalités possibles ». Pour nourrir cette réflexion, plusieurs intervenants se sont succédés. Le travail effectué en termes de RSE par l'interprofession bétail et viande était ainsi mis en lumière par ses représentants régionaux. Cette démarche s'articule selon plusieurs axes : agir pour préserver l'environnement, pour le bien-être, la protection et

la santé des animaux, pour une juste rémunération des acteurs de la filière et pour l'attractivité des métiers, et enfin pour une alimentation de qualité, raisonnée et durable. Elle poursuit un objectif de réduction de l'empreinte carbone de 15 % en 2025, la définition de stratégies régionales pour l'adaptation au changement climatique ou encore le renforcement de l'autonomie alimentaire des élevages pour lutter contre la déforestation importée.

« Message sociétal fort »

Dans ce cadre, de nombreux diagnostics sont menés. Entre 2020 et 2021, selon Interbev, le nombre d'élevages bovins qui s'y sont soumis a doublé et 76 %

des abattoirs ont réalisé un diagnostic de bien-être animal. Celui de Besançon, notamment, en fait partie « et c'est un message sociétal fort » soulignait Liselore Martin, directrice du pôle régional d'innovations en agroécologie Agronov. Élément important mis en avant : s'inscrire dans la démarche RSE est un facteur qui peut favoriser la contractualisation mise en œuvre progressivement dans les milieux de l'élevage. Elle est valorisante vis-à-vis du consommateur final. Pour sensibiliser les éleveurs au fait de s'impliquer dans ces démarches, Interbev mène un important travail de fond avec les Chambres d'agriculture et l'Institut de l'élevage (Idele).

Autre exemple d'implication locale dans ce domaine : celle de la coopérative Socofruit qui fédère 38 producteurs de cassis sur 450 hectares. Présidée par Florent Baillaud, elle est certifiée en bio et elle met en place actuellement une démarche RSE. Tout est parti du constat d'une baisse de rendement conduisant à des réflexions sur la conduite agronomique de ces cultures. La démarche se traduit par la restauration de populations d'insectes pollinisateurs sauvages ou l'installation de bandes enherbées. « Elle a aussi généré une nouvelle dynamique au sein du groupe de producteurs » constate en guise de conclusion, Florent Baillaud.

Berty Robert

// AVENIR DE L'AGRICULTURE

Des difficultés et des solutions...

Nous poursuivons notre série d'articles en lien avec le rapport « Imaginer demain – Agir maintenant » qui concrétise les réflexions et les axes de développement possibles pour l'agriculture régionale à l'horizon 2040. Second épisode : avant les propositions pour l'avenir, regardons ce que les agriculteurs de BFC ont mis en place ces cinq dernières années.

Réfléchir à l'avenir de l'agriculture de Bourgogne Franche-Comté (BFC) est à la fois utile et nécessaire, mais beaucoup d'agriculteurs n'ont pas attendu le lancement de cette démarche pour mettre en place certaines réponses aux enjeux, ces cinq dernières années. C'est tout le mérite du rapport « Imaginer demain – Agir maintenant » que de s'appuyer sur des approches qui ont pu être ponctuelles et isolées, mais qui sont autant de sources d'inspiration. En menant leur enquête, les initiateurs du rapport (Chambre régionale d'agriculture de BFC et de nombreux partenaires) ont interrogé les agriculteurs sur les principales difficultés qui étaient les leurs. Sur les 1 211 répondants, 23 % indiquent cumuler des difficultés financières, humaines, techniques et liées au sentiment d'une perte de sens dans leur métier. La plus grosse part de répondants (38 %) cumule des difficultés techniques et financières. Seuls 7 % déclarent n'avoir aucune difficulté.

Des solutions multiples

69 % des agriculteurs interrogés ont déclaré avoir été confrontés, ces cinq

dernières années, à des difficultés humaines (manque de main-d'œuvre, main-d'œuvre peu qualifiée, pénibilité au travail, difficultés d'entente entre associés ou avec un salarié, surcharge administrative...) Les exploitations viticoles ou les élevages de porcs et de volailles apparaissent comme les plus concernées par ce type de problématique. C'est beaucoup moins évident en grandes cultures. Face à ces défis, plusieurs types de réponses ont émergé : augmenter le nombre d'heures de travail, accroître le parc de matériel et d'équipements, avoir recours à la sous-traitance, mais aussi au travail bénévole (entourage familial...) Certains (16 %) ont fait le choix de diminuer ou d'arrêter une de leurs activités, ou de réorganiser leurs ateliers pour gagner en efficacité. Des modifications de choix de cultures et de conduites culturales peuvent intervenir afin de permettre aux agriculteurs de mieux vivre leur travail. Face à la surcharge administrative, les réponses mises en place passent par un plus grand recours aux outils numériques : une arme à double tranchant puisque, pour certains agriculteurs, ces mêmes outils sont au contraire le symp-

tôme de l'abourdissement des tâches administratives... La sous-traitance ou le recours à des salariés, parfois par le biais de groupements d'employeurs, sont d'autres réponses qui ont émergé. Mais déléguer certaines tâches administratives n'apparaît pas toujours évident.

Forte attente en matière d'échanges

Sur les difficultés d'ordres techniques, parmi les réponses évoquées, on note la mise en place de pratiques agroécologiques ou permettant de s'adapter au changement climatique. Les agriculteurs sont, dans ce cadre, très demandeurs d'échanges, de retours d'expériences. Sur la question cruciale de la ressource en eau, alors que 75 % des sondés affirment faire face à un manque de disponibilité, certains ont fait le choix du stockage par citerne ou poche à eau, d'autres font évoluer leurs assolements en intégrant des cultures ou des variétés moins gourmandes en eau. Cela peut aussi se traduire par une réduction de cheptel ou la remise en état de sources ou de mares. Pour l'accès au foncier l'attente d'une politique plus équilibrée entre les ex-

ploitations se fait jour. On songe aussi à améliorer la valeur ajoutée produite sur une même surface. Enfin, retrouver du sens à leur métier passe, pour beaucoup d'agriculteurs, par l'implication dans des syndicats, des associations, voire en po-

litique. Il n'en reste pas moins que près d'un quart des sondés (23 %) exprime sa volonté d'arrêter tout ou partie de son activité agricole. Et beaucoup sont soulagés de voir arriver la retraite...

Berty Robert



Parvenir à alléger un peu sa charge de travail (en particulier en élevage) apparaît comme une attente fortement exprimée chez les agriculteurs interrogés pour la démarche « Imaginer demain – Agir maintenant ».